

La baisse du dollar a repris

LIBRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5,00 \$; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 25 pes.; Grèce-Bretagne, 20 p.; Irlande, 20 sh.; Italie, 45 lire; Japon, 170 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.R.S.S., 40 chb.; Royaume-Uni, 10 p. st.

Tarif des abonnements 1977
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 6209-92 Paris
Rég. Paris n° 635672
Tél. : 246-72-23

L'AGGRAVATION DES CRISES AFRICAINES

TCHAD : des avions français ont été utilisés dans le Tibesti

Un geste politique

Dans un monde où les grandes puissances fournissent à leurs amis et clients des matériels militaires ultra-modernes et des chars par centaines, l'aide logistique de la France au Tchad, révélée par M. de Guiringaud trois semaines après l'opération en cause, peut sembler singulièrement modeste. Les vols de deux appareils basés à Dakar et utilisés à acheminer quelques cargaisons dans le Tibesti ne peuvent être sérieusement comparés aux dispositifs mis en place naguère pour le bénéfice des régimes angolais, éthiopiens ou, à un moindre degré, saïrois.

Toutefois, l'assistance accordée à Ndjamena par Paris comporte deux enseignements. Le premier touche aux faits : il est désormais évident que, en dépit d'années de guérilla coûteuse où la France s'était directement engagée, toute la partie septentrionale du Tchad demeure en dissidence. Les rebelles tchadiens se sont même comparés récemment de l'important cas de Bardai où Mme Claude — hélas d'une affaire qui eut d'importantes conséquences sur les relations entre les deux pays — fut faite prisonnière. Les forces tchadiennes ne parvenant pas à les en déloger.

Face à cette aggravation de la situation, le gouvernement français a accepté de fournir une aide logistique limitée, qui paraît surtout, et c'est là le second enseignement des déclarations de M. de Guiringaud, avoir valeur de geste politique. En effet, Paris applique ainsi les accords de coopération conclus en 1976 entre le général Mialoum et M. Jacques Chirac. La France, qui avait fourni une aide au Zaïre, peut difficilement refuser d'entendre la requête d'un État africain à l'égard duquel elle avait pris des engagements. L'apparition d'un « problème du Sahara oriental » — dans lequel sont impliqués à des titres divers le Tchad, le Niger et la Libye — met d'ailleurs Paris dans une situation délicate, la diplomatie française souhaitant rester en bons termes avec ces trois pays.

Si la matérialité de l'intervention libyenne aux côtés des rebelles tchadiens, récemment dénoncé par Ndjamena, n'est pas en effet formellement établie, l'ingérence du gouvernement de Tripoli dans les affaires tchadiennes ne fait plus de doute depuis 1973. C'est à cette date que les troupes libyennes se sont installées dans la bande d'Aouso, occupant par la force une partie du territoire tchadien revendiqué par le colonel Khadafi. Les autorités de Tripoli ont beau se déclarer toujours prêtes à discuter du statut définitif de la région d'Aouso, il n'en demeure pas moins qu'elles se refusent à évacuer une zone où elles ont établi des garnisons depuis quatre ans.

La France a fourni récemment une « aide logistique », en prêtant des avions de transport, aux autorités et à l'armée tchadiennes, menacées par une aggravation de la situation militaire dans le Tibesti, où combattent les rebelles tchadiens, soutenus par la Libye. Cette information a été donnée, le 18 juillet, par M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères en visite officielle à Abidjan (Côte-d'Ivoire).

Le 20 juin dernier, une offensive générale avait été lancée par les tchadiens contre les postes militaires du Tibesti. Les plus violents combats se seraient déroulés à Bardai au sud-est d'Aouso, près de la frontière libyenne. M. de Guiringaud a précisé, à Abidjan, qu'aucun soldat français ne se trouvait à l'heure actuelle au Tchad.

On confirme, d'autre part, dans l'entourage du ministre, la conclusion par la France d'un contrat d'achat, sur dix ans, de 1 000 tonnes d'uranium sud-africain.

De notre envoyé spécial

Abidjan. — M. de Guiringaud a révélé, lundi 18 juillet, à Abidjan, que, à la demande du général Mialoum, chef de l'Etat tchadien, la France avait récemment fourni une aide « logistique » aux autorités de Ndjamena, qui dans le nord du pays, tentent de réduire la rébellion tchadienne, soutenue par le gouvernement libyen. Ces « aides logistiques » ont été accordées dans le cadre des accords de coopération militaire franco-tchadiens signés au printemps 1976, après le dénouement de l'affaire Chirac. Ils remplaçaient les accords de défense dénoncés précédemment par les dirigeants tchadiens et prévoyaient notamment la présence d'instructeurs français. L'aide de Paris a consisté, cette fois, à mettre à la disposition de l'armée de Ndjamena des « moyens de transport aériens », des véhicules, des pièces de rechange et des munitions.

Cette assistance ponctuelle n'a évidemment ni la même nature ni la même ampleur que celle accordée en mars dernier au gouvernement zaïrois aux prises avec l'invasion des gendarmes katangais. Elle témoigne de la volonté française d'appliquer à tout moment et intégralement les conventions d'assistance militaire prévues par les accords de coopération, mais sans aller au-delà. « Il n'y a aucun soldat français engagé sur le sol tchadien », a affirmé M. de Guiringaud, « aucun avion français dans le ciel tchadien ». Ce n'est pourtant peut-être pas un hasard si l'aide au Tchad est rendue publique dans une des capitales africaines les plus hostiles à la diplomatie libyenne.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 2.)

RHODÉSIE : M. Ian Smith met en échec le plan anglo-américain de règlement

Le Parlement est dissous

Le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, a annoncé, le lundi 18 juillet, la dissolution immédiate du Parlement de Salisbury et la tenue d'élections générales le 31 août.

Cette décision marque un durcissement de la position de M. Smith, qui entend faire confirmer son autorité par ses compatriotes blancs et aboutir à une « solution interne » pour faire échec au plan anglo-américain de règlement du problème rhodésien.

M. Smith a assuré que le plan anglo-américain, envisageant une nouvelle Constitution, la création d'un gouvernement possédant une large base et qui comprendrait des Noirs rhodésiens disposés à travailler pacifiquement et loyalement avec le gouvernement en vue d'acquiescer cette nouvelle Constitution.

Un porte-parole du gouvernement britannique a déclaré, mardi matin, que Londres « déplorait amèrement » la décision de M. Smith. Selon une personnalité du Foreign Office citée par l'A.P., elle constitue une « diversion » et place la Rhodésie dans une impasse quelques jours avant les consultations prévues sur le problème, les 23 et 24 juillet à Washington entre M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, et le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance. Un adjoint de l'évêque Muzorewa voit dans la décision de M. Smith une tentative pour « éluder le problème ».

Parmi les suggestions « inacceptables » faites par Londres, M. Smith a notamment cité l'incorporation des guerilleros du Front patriotique au sein des forces de sécurité rhodésiennes. M. Smith veut désormais faire approuver, avant la fin de l'année, une nouvelle Constitution.

(Lire la suite page 2.)

SRI-LANKA : UN SOCIALISME EN PANNE

Des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises au Sri-Lanka par le gouvernement de Mme Bandaranaike, avant les élections législatives du 21 juillet. Les débits de boissons ont été fermés, neuf mille policiers sont en état d'alerte, le jour et la nuit, le scrutin est étroitement surveillé et la population s'est vu conseiller de rester chez elle après avoir rempli son devoir électoral. La tension est grande dans l'île et l'on craint des violences. La campagne électorale commence

depuis six semaines a déjà fait huit victimes.

D'autre part, le premier ministre sortant, attaqué sur sa gauche et sur sa droite, par une opposition qui l'accuse de mauvaise gestion, de corruption et de népotisme, a fait fermer la plus importante maison d'édition du pays, Lanka House, pour avoir publié une brochure gouvernementale, depuis quatre ans. Les employés avaient protesté contre l'appui sans réserves apporté au gouvernement sortant par les journaux du groupe.

I. - L'OMBRE D'INDIRA

De notre envoyé spécial
R.-P. PARINGAUX

arabisée par une véhémence quotidienne, de jeter l'anathème sur les sept années de gestion de celle qui fut, en 1960, la première femme à accéder à la tête d'un gouvernement. Elle s'y trouve encore et fait tout pour s'y maintenir.

Ainsi, dans chaque meeting des partis d'opposition, la foule des Ceylannais est-elle invitée à suivre la voie de la « grande indigne ». Il est vrai que les deux femmes fortes du sous-continent, qui se portaient une admiration réciproque, se prêtent facilement à la comparaison, avec, cependant, un net avantage, si l'on peut dire,

à Mme Bandaranaike. En effet, ce n'est pas un membre de sa famille, mais plus d'une demi-douzaine qu'elle a appelés auprès d'elle au pouvoir : fils, frère, gendre, neveu, et ce n'est pas pendant deux ans, mais six années durant, qu'elle a imposé l'état d'urgence à son pays. Comme Mme Gandhi, Mme Bandaranaike a largement usé de ses pouvoirs accrus pour réprimer la presse, les syndicats et les critiques et opposants de tous bords.

Dans la nuit chaude et poisseuse, sous un alignement de fagots de ronces, quelques milliers de jeunes gens écoutent et applaudissent.

(Lire la suite page 6.)

UN « DÉFI » D'HENRI BARTOLI

L'antidote des aliénations

Le beau titre du dernier ouvrage d'Henri Bartoli *Economie et création collective* sonne comme un diagnostic et comme un défi. Il secoue la torpeur des habitudes qui nous dissimulent l'évidence même : le caractère collectif de notre vie économique. Le choix d'un taux de dévaluation, d'un taux de capitalisation, du prix d'un service public, retentit dans l'économie tout entière. Peu d'individus décident au nom du grand nombre, ce n'est pas nouveau. On sait moins qu'à l'aube de l'industrie anglaise, ce sont de petits groupes, des équipes d'expérimentateurs économiques — un inventeur, un capitaliste, un organisateur — qui, en société de commandite, lancent les activités nouvelles. Aujourd'hui, dans les entreprises géantes et leurs

agglomérations, l'autorité décide, entoure d'un essaim de conseillers, et les services sont souvent dotés de petits groupes d'arbitrage. Ce dernier mot est à la mode ; on sait bien, d'ailleurs, que l'esprit d'efficacité par la nouveauté se localise assez mal et qu'il faut solliciter son omniprésence dans les bureaux et les ateliers. L'équipe capable d'imaginer et de mettre en œuvre des procédés inédits est de tous les temps. Ce qui est bien du nôtre, c'est la coexistence plus ou moins pacifique entre les très grandes unités privées, les administrations et les gouvernements.

FRANÇOIS PERROUX

(Lire la suite page 20.)

le mut de Cartier
Paris

La griffe du plus grand joaillier
signe l'harmonieuse synthèse de leur perfection technique
et de leur raffinement esthétique.



AU JOUR LE JOUR

ENCORE BRAVO !

Si les servants et les chercheurs choisissent la période des vacances pour lancer un cri d'alarme sur la transformation de la Méditerranée en poubelle et en cloaque, c'est que les vacanciers sont, en cette période, plus sensibles au fait que les baignes de mer ont tendance à devenir des baignes d'égout.

En somme, notre civilisation se comporte comme un enfant qui n'est pas encore propre, et cette nuance près que l'enfant en question a près de deux mille ans et que notre monde, pourtant si fier de ses prouesses, n'est toujours pas parvenu à domestiquer ses sphincters.

BERNARD CHAPUIS.

PROCHE-ORIENT

Israël

AVANT DE S'ENTRETIENIR AVEC M. CARTER

M. Begin exprime l'espoir que « l'amitié avec les États-Unis sortira renforcée »

Arrivé lundi après-midi 18 juillet à Washington venant de New-York, M. Menahem Begin devait être accueilli ce mardi à la Maison Blanche par le président Carter. Le premier ministre israélien a déclaré à son arrivée dans la capitale fédérale que ses entretiens permettront d'accomplir « des progrès vers une véritable paix au Proche-Orient ». Il a également exprimé l'espoir que « l'amitié entre les États-Unis et Israël sortira renforcée ».

M. et Mme Begin ont été salués à la base d'Andrew par M. Cyrus Vance, le chef de la diplomatie américaine, et son épouse. Des mesures exceptionnelles de sécurité avaient été prises. Le spectacle de très nombreux « gentils » américains et israéliens aux aguets contrastait avec celui des enfants d'une école qui, brandissant le drapeau à l'étoile de David, ont accueilli M. Begin avec des chants de kibboutzim. À l'issue de son premier entretien, mardi, avec le président Carter, M. Begin sera l'hôte à déjeuner de M. Vance.

Il recevra ensuite successivement, à Blair House, lieu de sa résidence, les secrétaires d'État à la dé-

fense et au Trésor, MM. Harold Brown et Michael Blumenthal. Il retournera mardi soir à la Maison Blanche pour un « dîner de travail » offert par le président. Mercredi, c'est avec M. Zbigniew Brzezinski, le conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité nationale, que M. Begin prendra son petit déjeuner. À l'issue de la seconde conversation, dans la matinée, avec le président Carter, il sera l'hôte à déjeuner de la commission des affaires étrangères de la Chambre.

Il tiendra une conférence de presse avant de remonter sur la colline du Capitole, pour un entretien avec les membres de la commission des affaires étrangères du Sénat. En fin d'après-midi, le premier ministre israélien assistera à une réception dans un grand hôtel de la capitale.

Judi matin, il recevra, pour son dernier petit déjeuner à Blair House, des sénateurs non membres de la commission des affaires étrangères et accordera ensuite une série d'entretiens aux journalistes américains les plus influents. — (A.F.P.)

Les mesures d'austérité suscitent de vives réactions des syndicats et de l'opposition travailliste

De notre correspondant

Jérusalem. — Les sévères mesures d'austérité que vient d'annoncer le gouvernement (le Monde du 10 juillet) suscitent de vives réactions en Israël. Le comité central de la Histadrout a tenu lundi 18 juillet une séance orageuse sous la présidence du secrétaire général de la centrale de sécurité, M. Yehonah Mechel. M. Mechel a déclaré avec violence contre la manière dont les mesures ont été annoncées. Après avoir blâmé le style d'opération militaire et la dégradation des finances, M. Mechel a permis d'éviter le stockage et la spéculation, M. Mechel a dénoncé les mesures qui « atteignent essentiellement les salariés moyens qui ont moins de quatre enfants », cette catégorie ne devant pas bénéficier des indemnités prévues en faveur des économiquement faibles. La Histadrout a finalement décidé d'organiser, sur les lieux de travail, des assemblées de protestation et des grèves d'une heure et de réclamer une indemnisation compensatoire pour toutes les catégories de salariés.

La fraction parlementaire du Maarakh (le Front travailliste-Mapam) a tenu une réunion non moins orageuse, en raison de divergences qui sont apparues au sujet du jugement à porter sur le train de mesures annoncées dimanche dernier. Pour M. Shimon Peres, ancien ministre de la défense, président du parti travailliste et chef de l'opposition, la réduction du budget de la défense nationale est une atteinte grave au pouvoir de dissuasion d'Israël. En outre, il estime que l'ensemble des classes moyennes feront les frais d'une politique incapable d'atteindre ses objectifs. C'est un autre son de cloche qu'a fait entendre M. Yehonah Mechel, président du parti travailliste de l'ouest, ministre de la Défense, qui a déclaré favorable aux mesures adoptées. D'ailleurs, a-t-il ajouté, c'est le plan de l'ancien ministre, M. Mechel, qui a été mis en application.

Divergences

au sein du Likoud

Parallèlement, l'unité ne règne pas au Likoud. M. Moshe Arens, président de la commission des affaires étrangères et de la défense, a déclaré publiquement ne pas comprendre la politique économique du gouvernement, qui après s'être opposé à toute réduction du budget de la défense vient d'y ordonner des coupes sombres. M. David Lévy, ministre de l'Intégration et membre du comité central de la Histadrout, qui représente le Likoud, s'est plaint que la commission interministérielle des affaires économiques n'ait pas été pleinement consultée. Le groupe parlementaire Ha-«chavé» (les «chavé» ou «chavé» noirs) et le Mouvement du Shelli, de M. Arie Eliaz, ont déposé des motions de censure qui ont fort peu de chances d'être adoptées. Le Dash avec ses quinze mandats a décidé de voter avec la majorité.

Le ministre des finances s'est défendu d'avoir trahi son engagement de consulter la Histadrout. Il a assuré avoir proposé à M. Mechel de l'informer de ses projets si celui-ci s'engageait à respecter le secret. « Je ne pouvais pas accepter », a répliqué le secrétaire des syndicats, car il n'y a pas de secret chez nous. Les députés du Mouvement du Shelli, MM. Arie Eliaz et Meir Pail, qui réclament depuis dimanche des « démonstrations de masses » se sont rendus, lundi à midi, à la gare routière de Tel-

Aviv, fort fréquentée à cette heure, et ne sont parvenus à rassembler que quelques dizaines de personnes. L'effet des mesures d'austérité se fait sentir en Jordanie où la population devra, elle aussi, subir les augmentations de prix mais sans bénéficier des indemnités de la Sécurité sociale qui n'est pas en vigueur dans les territoires occupés. Le journal El Kuds, paraissant dans la partie arabe de Jérusalem, estime qu'en plaçant la population dans cette situation défavorable, le gouvernement israélien veut accélérer l'intégration économique de la Cisjordanie.

M. Eliaz, ministre de l'Intégration, a exigé une indemnisation pour les catégories désavantagées, car, dit-il, « les riches continueront à avoir du beurre sur leur pain ».

— (A.F.P.)

ANDRÉ SCHEMAMA.

NOUVELLES EXPROPRIATIONS EN CISJORDANIE

Une motion d'urgence a été déposée, lundi 18 juillet, à la Knesset, par le parti communiste israélien, au sujet de l'expropriation de terres appartenant à des villages arabes cisjordanais et situées dans les villages de Touna et d'Oum-Rikhan, sur la rive occidentale du Jourdain. Des bulldozers auraient commencé à y faire quelques jours à l'avance le terrain afin de préparer la construction d'un nouveau point de peuplement juif. Les villages qui protestent auraient été dispersés par les soldats israéliens.

On a, d'autre part, annoncé que les premiers habitants de Katrin, nouveau point de peuplement juif dans le Golan, se sont installés dans cette agglomération, qui doit devenir le centre de peuplement juif le plus important du Golan dans les prochaines années. Katrin aura une population de quelque cinq mille habitants.

À Amman, le quotidien « Al Dineer » a annoncé, lundi, que Mgr Edouard Cappelletti, évêque grec catholique de Jérusalem, qui purge actuellement une peine de prison sans de réclusion en Israël, a entamé lundi une grève de protestation contre ses conditions de détention. — (A.F.P.)

Arabie Saoudite

LE GOUVERNEMENT PASSE POUR 1 MILLIARD DE DOLLARS DE CONTRATS AVEC DES FIRMES ÉTRANGÈRES

Le gouvernement saoudien a conclu avec des firmes étrangères une série d'accords d'une valeur globale de 1 milliard de dollars, a annoncé le bulletin économique Middle East Economic Survey.

La compagnie américaine Western Electric est ainsi chargée de la construction d'un réseau de communication par microondes (à faisceaux hertziens) entre les villes saoudiennes. Le coût de ce projet est de 434,5 millions de dollars. Une compagnie sud-coréenne, Hyundai Construction, et la société japonaise Mitsubishi sont chargées de construire chacune une centrale électrique, la première à Assi, pour 161,3 millions de dollars, et la seconde près de Ryad, pour 147 millions de dollars. Les 250 millions de dollars restant sont affectés à la construction de routes par des entreprises dont le nom n'a pas été révélé.

AFRIQUE

Algérie

Nouveaux signes de détente dans les relations avec Paris

De notre correspondant

Alger. — La détente survenue dans les rapports franco-algériens à la suite de la libération de six détenus français (le Monde du 21 juin) a tendance à se confirmer. Depuis quelques semaines, les deux pays multiplient les gestes de bonne volonté. Ainsi des ministres et plusieurs hauts fonctionnaires ont assisté à la réception du 14 juillet à l'ambassade de France. Le lendemain, M. Froment-Meurice, directeur des affaires économiques du Quai d'Orsay, arrivait à Alger pour une visite qui a pris fin ce mardi 19 juillet.

De son côté, M. Abdelmajid Adjal, directeur des affaires politiques et l'un des principaux collaborateurs de M. Bouettika, ministre des affaires étrangères, se rend, ce mardi 19 juillet, à Paris pour quelques jours. De tels échanges de visites au niveau de hauts responsables des affaires étrangères ne s'étaient pas produits entre les deux pays depuis la dégradation des rapports bilatéraux à l'automne 1975. Ils témoignent, souligne-t-on des deux côtés, d'un désir de reprise et reflètent le besoin ressenti dans les deux capitales de « faire un bilan des malentendus » pour les éviter désormais.

Si M. Froment-Meurice a abordé avec ses interlocuteurs tous les aspects des relations bilatérales, les moyens de relancer la coopération et les problèmes du dialogue Nord-Sud qu'il a suivi de près, M. Adjal doit discuter à Paris avec M. de Laborde des grands sujets internationaux intéressant les deux pays, notamment la situation en Afrique et au Proche-Orient.

Autre signe de reprise : plusieurs personnalités algériennes de premier plan ont prêté leur concours au voyage d'études organisé à Alger par le Croissant rouge algérien et auquel participent une soixantaine de personnes, dont la veuve de l'ancien ministre Robert Buron. — P. B.

Une condamnation de l'Algérie à payer les frais d'un procès qu'elle avait intenté, en vain, à une banque helvétique pour récupérer le « trésor de guerre du P.L.N. » a été publiée lundi par la Feuille d'avis officielle du canton de Genève. La notification informe l'Algérie « qu'elle doit, sous peine de poursuites, constituer le « trésor du P.L.N. » dans les quinze jours, payer quelque 470 000 francs suisses, ou faire opposition dans les quinze jours. Quelques 40 millions de francs suisses, constituant le « trésor du P.L.N. », rappelle-t-on à Genève, avaient été déposés à la Banque arabe de Genève, au nom de Mohamed Khider, secrétaire général de l'organe politique de la révolution algérienne. Le tribunal avait estimé que la banque genevoise n'avait pas à rembourser l'État algérien, l'argent dont personne ne sait ce qu'il est devenu — ayant été déposé par M. Khider en son nom propre. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Canada

Une ample modernisation de l'armée est décidée

Ottawa (A.F.P.). — Le Canada va réorganiser complètement son armée dans les cinq prochaines années et la doter du matériel le plus moderne. Plus de 10 milliards de dollars canadiens seront consacrés à l'achat d'équipements militaires, alors que la dotation totale de la défense dans le dernier budget n'est que de 3 milliards. Le gouvernement recrute cinq mille hommes. L'armée de terre a passé commande de 128 chars allemands (Leopard), les plus modernes, et de 150 « hélicoptères blindés » polyvalents. De son côté, l'armée de l'air a commandé 18 avions de reconnaissance à long rayon d'action Lockheed-Aurora. Ottawa a également lancé un appel d'offres pour six chasseurs-bombardiers, qui pourraient être des F-14 ou F-15 américains plus perfectionnés que ceux que les Européens ont achetés lors du « marché du siècle ». Enfin, la marine projette d'acheter 20 destroyers ultra-perfectionnés. Ottawa prévoit aussi l'achat de nouvelles armes de petit calibre, le remplacement des radars à grande portée, la mise en place de nouveaux réseaux de communication et le renforcement avec les États-Unis de stations radars volantes AWACS.

Le gouvernement de M. Pierre Trudeau a décidé cette modernisation sans précédent par son ampleur, et ce malgré les restrictions budgétaires, afin de répondre aux besoins de l'OTAN.

États-Unis

Les dépenses américaines dans l'Atlantique nord devront être renforcées si les États-Unis veulent être en mesure de répondre à une attaque soviétique sur les grands axes maritimes, en cas de conflit en Europe, souligne une étude du General Accounting Office (GAO). Le GAO (organisme dépendant du Congrès et chargé de contrôler les dépenses de l'administration) note que le renforcement de ces positions nécessiterait aux États-Unis quelque 10 milliards de dollars. — (A.F.P.)

Des archives de la C.I.A. découvertes par l'amiral Turner, chef de l'agence, démontrent que la centrale de renseignements américaine avait procédé, dans les années 50 et 60, à un véritable programme d'analyse des effets de certaines drogues sur les états humains. Elle avait effectué, à leur insu, des expériences sur des citoyens américains. En 1975, une commission parlementaire avait établi qu'un chimiste de l'armée, M. Frank Olson, s'était donné la mort en se jetant par la fenêtre d'un hôtel de New-York, le 28 novembre 1953, après avoir, selon les versions, servi de cobaye sans le savoir. — (A.F.P.)

Tchad

Des avions français dans le Tibesti

(Suite de la première page.)

Le ministre des affaires étrangères a salué en termes élogieux « la plus grande réussite en Afrique » l'expérience politique ivoirienne, à l'issue des élections et d'un déjeuner en tête à tête qu'il a eus lundi avec le président Houphouët-Boigny. Ampré, il s'était entretenu avec M. Dehar Assauw, son homologue ivoirien, et Mohammed Diawara, ministre du plan.

Ces conversations ont permis de constater une « complète identité de vues » entre Paris et Abidjan sur tous les problèmes de l'Afrique : Afrique australe, Proche-Orient, Soudan, présence soviétique sur le continent noir. Un voyage officiel de M. Giscard d'Estaing en Côte-d'Ivoire commencerait, en novembre, cette bonne entente.

Si le gouvernement ivoirien semble préoccupé par les grandes manœuvres de Moscou dans la corne de l'Afrique, il se réjouit, en revanche, de l'évolution politique récente de l'ouest et du centre du continent. Aux yeux des dirigeants d'Abidjan, champions d'une Afrique « réaliste » et « modérée », la tenue en février des élections nationales lors de la crise du Shaba, l'insuccès relatif de la tournée africaine de M. Fodgorny, les difficultés accrues auxquelles doit faire face le régime de Luanda, la mise en minorité des gouvernements « ra-

dicaux » au sommet de l'O.U.A. à Libreville, sont autant de signes qui témoignent du refus de l'influence soviétique en Afrique. Parallèlement, Abidjan approuve pleinement l'initiative des cinq pays occidentaux du conseil de sécurité — dont la France — en vue de favoriser un règlement négocié au sud du continent, notamment en Namibie.

L'achat d'uranium à l'Afrique du Sud

En ce qui concerne les relations économiques entre Paris et Pretoria, on confirme implicitement, dans l'entourage du ministre, la conclusion par la France d'un contrat d'achat sur dix ans de mille tonnes d'uranium sud-africain, tout en relevant qu'il s'agit d'une « affaire purement commerciale » qui a été négociée par une société privée française, la COGEMA (1). On rappelle, en outre, que le gouvernement français a cessé, depuis novembre 1976, toute fourniture d'armes à l'Afrique du Sud et qu'il entend rappeler son engagement.

Enfin, M. de Giringaud a confirmé que, dans le cadre de sa tournée en Afrique orientale au mois d'août, il se rendrait au Mozambique.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Voir le Monde du 14 juillet.

Une assistance de courte durée

La récente appui logistique de la France au Tchad n'est en rien comparable à l'opération « Vervain » de transport, par des avions français Transalpi venus d'Orléans, de matériels militaires marocains au Zaïre.

De source bien informée à Paris, on précise, en effet, qu'il s'agit, au début de ce mois de juillet, du prêt au Tchad d'avions de transport français stationnés, en permanence, à Dakar au terme d'accords militaires franco-sénégalais. La France maintient des forces interarmées, de l'ordre de mille trois cents hommes au total, à Dakar où sont cantonnés, notamment, des éléments de l'armée de l'air avec cinq bimoteurs de transport Nord-2501 (ou Noratlas) et deux hélicoptères Alouette-III.

À la demande des autorités tchadiennes, deux Nord-2501 ont été momentanément détachés de Dakar pour une opération de courte durée qui a consisté en un transport de matériels sanitaires entre le Tibesti et N'Djamena, la capitale du Tchad, et en l'évacuation de familles du Bahr el Jebel. Il n'est pas exclu que les appareils aient échoué d'autres catégories de matériels à la demande du gouvernement tchadien.

Les rapports militaires de la France avec le Tchad sont réglés par une série d'accords conclus à N'Djamena : les 6 mars et 18 juin 1976, qui ont renouvelé de précédents accords signés entre 1960 et 1968. C'est après le départ des forces françaises du Tchad, en octobre 1970, que la rédaction de ces nouveaux textes est intervenue.

Un premier accord, du 6 mars 1976, régle l'assistance militaire technique (formation des cadres et aide en matériels) et une convention fixe les conditions du soutien logistique que les forces armées françaises seraient appelées à fournir aux autorités tchadiennes.

En janvier 1977, la France maintient, au Tchad, trois cent dix assistants militaires techniques (soixante-dix officiers et deux cent quarante-quatre sous-officiers) pour l'aide à la mise en œuvre de matériels livrés à N'Djamena et le fonctionnement de l'hôpital militaire. La France a fourni pour 20 millions de francs de matériels militaires (cinq hélicoptères, cinq automobiles légères et un avion de transport DC-4) et, pour 1977, plus de 60 millions de francs sont prévus.

De surcroît, il vient d'être livré au Tchad six avions de combat de conception ancienne. Les pilotes sont de nationalité tchadienne, la France assurant qu'il n'y a aucun cadre navigant français.

Rhodésie

L'échec du plan de règlement

(Suite de la première page.)

Le jour même où le premier ministre rhodésien annonçait sa décision, les deux composantes du

Front patriotique du Zimbabwe qui mène la lutte armée, la ZAPU (Union africaine du peuple du Zimbabwe) de M. Nkomo, et la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe) de M. Mugabe, faisaient savoir qu'elles avaient pris des mesures concrètes pour mettre en place un programme militaire unifié. M. Nkomo et Mugabe, qui s'étaient entretenus dimanche avec le président Nyerere quelques jours avant la visite du chef de l'État tanzanien à Washington, ont visité lundi un camp d'entraînement de maquisards proche de la frontière du Mozambique. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

Le président de la cour suprême rhodésienne a rejeté, lundi 18 juillet, un appel contre la condamnation à mort d'un maquisard en précisant « qu'il faut faire de la publicité autour du fait que la Rhodésie pend les terroristes ».

Selon l'accusation, le maquisard, Isaac Makiba, avait attaqué à la mitrailleuse un hélicoptère et un détachement de l'armée de terre. — (Reuters.)

République Sud-Africaine

OR « NOIR »

Londres (A.P.). — L'archevêché de Westminster a annoncé, la semaine dernière, sa décision de vendre 11 220 des 11 221 actions des mines d'or sud-africaines (Consolidated gold fields) qu'il possède, ces mines pratiquant la discrimination raciale.

JACQUES KAUFMANN

L'Internationale terroriste

Qui sont ces nouveaux terroristes qui planifient leur combat sur la carte du monde, ces « soldats » de l'Armée Rouge japonaise, ces impitoyables Palestiniens, cet insaisissable Carlos, ces révoltés allemands du groupe Baader-Meinhof ?

Comment sont-ils entrés en contact, quels sont leurs liens, leurs buts, les pays qu'ils soutiennent ? Jacques Kaufmann fait le point.

PLON

200 125 150

EUROPE

Pays-Bas

LES CHRÉTIENS-DÉMOCRATES
REFUSENT
DE FORMER LE GOUVERNEMENT

La Haye (Reuter). — M. Andriessen, chef du parti chrétien-démocrate, vice-premier ministre et ministre de la Justice dans le gouvernement de M. Den Uyl, a refusé lundi 18 juillet la mission de formation que voulait lui confier la reine Juliana. Le gouvernement de centre droit qu'il pourrait former avec les libéraux n'aurait que deux voix de majorité.

Après d'une conférence de presse, M. Van Agt a déclaré que les problèmes du pays ne pourraient trouver leur solution que par une alliance entre les chrétiens-démocrates et les socialistes de M. Joop Den Uyl. Le premier ministre sortant avait dû renoncer la semaine dernière à former un cabinet de coalition avec les amis de M. Van Agt, ceux-ci refusant les projets socialistes de participation des travailleurs aux bénéfices des entreprises.

M. Jan Tinbergen, chef de la formation libérale de gauche Démocratie 66, qui avec ses huit sièges occupe une position clé dans l'éventail politique néerlandais, a suggéré à la reine de créer un comité interpartisan pour tenter de réduire les divergences sur la participation des travailleurs aux bénéfices et permettre ainsi à M. Den Uyl de reprendre ses négociations pour former un gouvernement de coalition.

M. Den Uyl, qui expédia les affaires courantes depuis les élections de mai dernier, avait dû négocier pendant cinq mois en 1973 avant de pouvoir mettre sur pied un gouvernement regroupant cinq partis politiques.

Les Pays-Bas envoient d'ailleurs leurs effectifs militaires en Allemagne fédérale, a-t-on appris jeudi 14 juillet dans les milieux militaires de Bruxelles. Ces effectifs, aujourd'hui 7 000 soldats et officiers (4 000 pour l'armée de terre et 3 000 pour l'armée de l'air) stationnés pour la plupart dans le nord de l'Allemagne, pourraient être doublés. Ce serait la première fois que les Pays-Bas amèneraient leurs forces en Allemagne au niveau souhaité par les États-majors de l'OTAN. — (A.F.P.)

Union soviétique

Une délégation des secrétaires de fédérations du P.C. français, conduite par M. Robert Allione, membre du comité central du P.C.F., a séjourné en URSS du 11 au 18 juillet. La délégation est intervenue dans plusieurs réunions aux questions d'organisation du travail du parti à divers échelons. — (A.F.P.)

Grèce

ACCORD AVEC L'ALBANIE
POUR UNE LIGNE AÉRIENNE
ENTRE ATHÈNES ET TIRANA

(De notre correspondant.)
Athènes. — Un accord aérien a été signé le 10 juillet à Tirana entre la Grèce et l'Albanie.

L'accord prévoit l'ouverture d'une ligne régulière Athènes-Tirana et retour, qui sera le prolongement de la ligne actuelle intérieure grecque passant soit par Jannina ou Corfou. L'exploitation de la ligne sera faite par les deux compagnies nationales qui fixeront elles-mêmes la fréquence des vols et les horaires. C'est la première fois que l'Albanie conclut un tel accord avec un pays occidental. — M.M.

Espagne

La guerre est finie

Madrid (A.F.P.). — Le dernier carré des franquistes irréductibles a célébré le quarante et unième anniversaire du déclenchement de la guerre civile de 1936 en organisant une messe à la mémoire du Caudillo dans la basilique de la Vallée des morts (Vallée de los caídos), près de la capitale. Plusieurs milliers de personnes, parmi lesquelles les veuves du général Franco et de l'ancien ministre Carrero Blanco, le président du conseil d'État, M. Oriol Urrutia, et le président de l'organisation Fuerza Nueva, M. Blas Piñar, ont assisté à la cérémonie.

Afin d'éviter les incidents, l'abbé de la basilique avait interdit qu'une homélie soit prononcée. Cette décision a provoqué de vives réactions et divers cris contre le gouvernement.

Les participants à la messe ont également chanté l'hymne de la phalange, *Face au soleil*, et ont scandé : « Nous ne voulons ni Sucre, ni Carillo, nous voulons le Caudillo. »

En revanche, aucune cérémonie officielle n'avait été organisée, et aucun ministre, aucun chef militaire, n'était à la Vallée des morts. L'année prochaine, le 18 juillet ne sera plus férié. Les Espagnols, en compensation, chômeront le 24 juin, pour l'anniversaire du roi Juan Carlos, qui a déjà été célébré cette année au palais de la Zarzuela.

Horizon l'incident survenu à Radio Madrid — une station commerciale de la banlieue de

la capitale, où un commando appartenant peut-être au GRAPO, a contraint un technicien à diffuser un message anti-monarchiste avant de s'enfuir, en laissant derrière lui plusieurs charges d'explosifs, que des artificiers ont pu désamorcer. — L'événement le plus significatif de ce 18 juillet, est survenu à Cerdeña. Dans ce village de Castille, un ancien maire républicain, M. Protasio Montalvo, a fait une réapparition publique après s'être caché pendant trente-huit ans, par peur de représailles de la part de villageois qui auraient pu avoir des comptes à régler avec lui. — a-t-il expliqué. L'ancien premier magistrat de Cerdeña, qui est âgé de soixante-dix-sept ans, avait vécu tout ce temps cloîtré dans la cave de sa maison, située à 3 kilomètres du village. Sa femme et ses enfants connaissent sa cachette, mais ses petits-enfants ignorent jusqu'à son existence. M. Montalvo a déclaré qu'il avait enfin quitté son refuge, que le désordre mais convaincu que la guerre civile était réellement finie.

Quarante et un ans après le soulèvement de 1936, les Espagnols ont un très bon « baromètre » qui marque l'éloignement de la guerre civile : l'effacement de la vie publique des anciens combattants franquistes. Comme tant d'autres, M. Montalvo, cet effacement s'est poursuivi ces derniers mois au rythme des réformes menées par le roi Juan Carlos et le chef du gouvernement, M. Suarez.

Les vaincus reviennent

Paradoxalement, ce sont les vainqueurs de 1939 qui ont le plus complètement disparu de la scène. Ce n'est que quelques valeurs tiennent encore le haut du pavé, les plus célèbres étant Mme Dolores Ibarruri, la Pasionaria, et M. Santiago Carrillo, respectivement présidente et secrétaire générale du parti communiste.

Les rangs des anciennes gloires du franquisme, ont été la même à l'automne, soit qu'ils aient précédé le Caudillo dans la tombe, soit que, en plus grand nombre encore, ils aient été depuis longtemps mis à l'écart de la vie politique par l'ancien dictateur. Aussi ne trouve-t-on plus aucune figure historique du franquisme au sein des nouvelles Cortes élues le 15 juin dernier.

Le général Antonio Mata Aranda est un des seuls chefs militaires franquistes de la guerre civile encore en vie. Mais il est âgé de quatre-vingt-neuf ans et gravement

malade. Il avait été mis à la retraite il y a vingt-sept ans, pour avoir osé suggérer que le Caudillo se retire en faveur du comte de Barcelona, le père du roi Juan Carlos.

Selon les statistiques de l'armée, on compte un peu plus de quatre cent trente survivants parmi les officiers franquistes de la guerre civile. Mais il s'agit surtout d'officiers subalternes. Les quelques généraux qui, tel l'ancien aide de camp de Franco, le général Antonio Barrero Sanchez-Guerra, appartenaient encore aux Cortes ont tous perdu leur siège le 15 juin.

La plus illustre figure vivante du franquisme historique est certainement M. Ramon Serrano Suner, soixante-quinze ans, qui fut le principal conseiller politique de Franco aux premiers jours du régime. Juriste et historien, brillant orateur et théoricien de la phalange, M. Serrano Suner fut écarté du pouvoir en 1942, à l'âge de quarante ans, en raison de ses trop

grandes sympathies pour l'axe, à un moment où Franco jugea plus prudent d'adopter une attitude neutre. Avant sa disgrâce, il avait été successivement ministre de l'Intérieur, puis des Affaires étrangères. En 1940, il avait accompagné le Caudillo lors de sa célèbre entrevue d'El Escorial avec le Führer, mais dans ses Mémoires, il a oublié totalement l'événement.

Même M. Arias Navarro, qui, avant de devenir le dernier chef de gouvernement de Franco avait siégé comme procureur dans les procès contre les républicains, n'a pu se faire élire sénateur au mois de juin dernier.

Certains des chefs républicains sont, en revanche, revenus au premier plan depuis que M. Suarez leur a permis de rentrer au pays. A quatre-vingt-deux ans, Mme Dolores Ibarruri s'est fait élire au Parlement, après quarante et un ans d'exil.

Outre celui de Santiago Carrillo, on relève encore les noms du poète communiste Rafael Alberti, soixante-trois ans, ancien ministre sans portefeuille du gouvernement républicain, et de M. Josep Tarradellas, chef du gouvernement catalan en exil, qui devrait venir prochainement de France pour reprendre la tête de la Généralité de Catalogne.

L'anarchiste Frederica Montseny, la santé dans le gouvernement républicain, veut encore attendre avant de rentrer. Son camarade Joan Garcia Oliver, soixante-quinze ans, ancien ministre de la justice, a définitivement décidé de ne pas revenir en Espagne pour des « raisons matérielles » et aussi par « dignité ».

Le général républicain Valentin Gonzalez, surnommé « El Camposino » (le Paysan), a fait le même choix. Il vit en France.

Le dirigeant démocrate-chrétien et ancien ministre de la guerre républicain José Maria Gil Robles, rentra à Madrid depuis plusieurs années, n'a pu conquérir un siège de député.

Reste le cas Lister. L'ancien général républicain et communiste Enrique Lister, âgé de soixante-dix ans, vit toujours à Moscou. Certains murmurent qu'il pourrait revenir organiser la lutte contre l'« apostat » Carrillo. Organisateur malheureux d'une première sédition prononcée au sein du P.C.E. après 1968, il fait néanmoins figure, comme les survivants du franquisme, de vétéran d'une époque apparemment révolue.

C'est là, en effet, la seule contribution efficace qu'ils peuvent encore apporter à un gouvernement travailliste dont ils souhaitent pourtant le maintien au pouvoir. Les résistances sont nombreuses et puissantes. Après deux ans de restrictions salariales et une chute indéniable du niveau de vie, les travailleurs, les revendications s'intensifient, qu'il s'agisse des mineurs qui demandent 95 % d'augmentation ou des cheminots qui se contentent de 60 %.

On se demande jusqu'à quel point le gouvernement est résolu à tenir bon lorsque le chancelier de l'Échiquier affirme que le niveau des salaires et le salaire pour l'année à venir ne devraient pas dépasser 10 %, faute de quoi la lutte contre l'inflation serait une fois de plus perdue.

M. Healey peut, certes, refuser les crédits nécessaires aux entreprises nationalisées pour payer des rémunérations dépassant la norme des 10 %. Jusqu'ici, toutefois, personne n'est prêt à croire que le gouvernement Callaghan pourrait s'engager dans une bataille comme celle qui a provoqué la chute de M. Heath en 1974.

Les perspectives ne sont pas plus encourageantes dans le secteur privé. Le gouvernement affirme qu'il refusera toute assistance aux firmes récalcitrantes, que grâce au contrôle des prix il leur interdira de payer des salaires excessifs. En fait, beaucoup de grandes entreprises — surtout les multinationales — ne sont pas directement touchées par de telles menaces. Dans le cas d'un automne chaud, certaines d'entre elles préféreront sans aucun doute satisfaire les revendications ouvrières plutôt que d'accepter des grèves beaucoup plus ruineuses.

Le véritable problème est donc de savoir quand se produira la brèche inévitable dans les défenses que le gouvernement s'efforce d'établir contre une explosion salariale. Conformément à un très vieux principe, il s'agit pour le cabinet de « mûrir

Grande-Bretagne

Les épreuves se multiplient pour le cabinet Callaghan

(Suite de la première page.)

Après des mois de discrétion, le cabinet enterme le programme qu'il devait introduire plus de « démocratie » au sein des décisions. Les désaccords entre la gauche et la droite travailliste, plus encore que les réserves du patronat, ne permettent pas, désormais, d'envisager cette réforme, qui figurait pourtant en bonne place dans le manifeste électoral du Labour.

Une confiance artificielle

Même dans le domaine de la politique étrangère, le cabinet se montre aujourd'hui déchiré. Personne, certes, n'a pris trop au sérieux le rapport d'une commission du Labour Party qui recommandait une réduction substantielle et immédiate du budget de la défense, grâce notamment à l'abandon des sous-marins nucléaires. Mais le règlement de l'affaire rhodésienne élaboré par le secrétaire au Foreign Office en coopération avec les Américains, a été torpillé par la majorité du cabinet, qui préfère, semble-t-il, une victoire des rebelles noirs à Salisbury plutôt qu'une transition pacifique engageant la responsabilité de la Grande-Bretagne.

Compte tenu du fait que le contrat social avec les syndicats vient d'être enterré, il est difficile de ne pas voir M. Callaghan comme un boxeur « groggy » qui cherche désespérément à rester debout jusqu'à la fin du round. Aussi est-il assez surprenant que le premier ministre réussisse malgré tout à jouer ce rôle difficile avec une confiance artificielle peut-être, mais suffisamment convaincante pour détourner et exaspérer des adversaires incapables de porter le coup de grâce à un gouvernement « moribond ».

Le principal terrain de bataille reste en effet celui de l'inflation. Beaucoup d'autres controverses peuvent passionner le public ou exciter la Chambre des communes, qu'il s'agisse de la grève des

usines Grunwick, des disputes incessantes à propos de discriminations raciales et sexuelles, ou même de la loi sur « le blasphème » qui vient d'être ressuscitée avec succès par les adversaires de la pornographie.

En fin de compte, l'avenir politique immédiat du Royaume-Uni dépend de son niveau de vie. Sur ce point, d'ailleurs, les conservateurs partagent la responsabilité avec les travaillistes. Ces dernières années, personne n'a vraiment eu le courage de dire aux citoyens qu'ils ont trop longtemps vécu « à crédit » et qu'après la hausse des prix du pétrole, leur standard de vie ne pouvait plus être maintenu. Cette vérité élémentaire commence à peine à être reconnue par des dirigeants syndicaux qui n'en continuent d'ailleurs pas moins de réclamer le « retour au bon vieux temps ».

En attendant le pétrole

La stratégie gouvernementale consiste à vouloir gagner du temps jusqu'à ce que la « manne pétrolière » permette au Royaume-Uni de reprendre ses vieilles habitudes de nonchalance ou de confort. Incapable d'obtenir l'accord du TUC pour une troisième année de limitation des hausses de salaires, M. Healey a été contraint la semaine dernière de présenter sa propre conception d'un « retour ordonné aux libérales négociations salariales ». L'objectif essentiel du chancelier de l'Échiquier est de faire respecter la « règle des douze mois », autrement dit la non-dénonciation des contrats collectifs actuellement en vigueur avant la date normale d'expiration. De cette manière, bon nombre d'affrontements possibles avec les syndicats seraient renvoyés au printemps et même à l'été prochain.

Il n'est pas encore exclu que les chefs modérés du TUC parviennent, lors de son congrès au mois de septembre, à faire entériner cette règle des douze

mois. C'est là, en effet, la seule contribution efficace qu'ils peuvent encore apporter à un gouvernement travailliste dont ils souhaitent pourtant le maintien au pouvoir. Les résistances sont nombreuses et puissantes. Après deux ans de restrictions salariales et une chute indéniable du niveau de vie, les travailleurs, les revendications s'intensifient, qu'il s'agisse des mineurs qui demandent 95 % d'augmentation ou des cheminots qui se contentent de 60 %.

On se demande jusqu'à quel point le gouvernement est résolu à tenir bon lorsque le chancelier de l'Échiquier affirme que le niveau des salaires et le salaire pour l'année à venir ne devraient pas dépasser 10 %, faute de quoi la lutte contre l'inflation serait une fois de plus perdue.

M. Healey peut, certes, refuser les crédits nécessaires aux entreprises nationalisées pour payer des rémunérations dépassant la norme des 10 %. Jusqu'ici, toutefois, personne n'est prêt à croire que le gouvernement Callaghan pourrait s'engager dans une bataille comme celle qui a provoqué la chute de M. Heath en 1974.

Les perspectives ne sont pas plus encourageantes dans le secteur privé. Le gouvernement affirme qu'il refusera toute assistance aux firmes récalcitrantes, que grâce au contrôle des prix il leur interdira de payer des salaires excessifs. En fait, beaucoup de grandes entreprises — surtout les multinationales — ne sont pas directement touchées par de telles menaces. Dans le cas d'un automne chaud, certaines d'entre elles préféreront sans aucun doute satisfaire les revendications ouvrières plutôt que d'accepter des grèves beaucoup plus ruineuses.

Le véritable problème est donc de savoir quand se produira la brèche inévitable dans les défenses que le gouvernement s'efforce d'établir contre une explosion salariale. Conformément à un très vieux principe, il s'agit pour le cabinet de « mûrir

through », c'est-à-dire de pa-taucher à travers les obstacles jusqu'à ce que le ciel s'éclaircisse. De façon plus pratique, cela signifie que M. Callaghan et ses collègues vont opérer un retrait élastique sur le front des salaires et sont préparés à tenir des élections générales avant que l'inflation ne redouble de gains. Ce qui est le nombre des chômeurs n'approche des deux millions.

L'aspect le plus paradoxal de cette situation est que les conservateurs pourraient être moralement contraints d'appuyer la manœuvre gouvernementale. Si comme on peut le craindre, une crise grave éclatait dès l'automne sur le front des salaires et si le cabinet devait faire face à une grève des mineurs par exemple, comment les Tories pourraient-ils ne pas soutenir dans une épreuve aussi décisive un gouvernement qui est en train d'appliquer leurs propres principes en vue de faire reculer l'inflation ?

JEAN WETZ.

Grèce

ACCORD AVEC L'ALBANIE
POUR UNE LIGNE AÉRIENNE
ENTRE ATHÈNES ET TIRANA

(De notre correspondant.)
Athènes. — Un accord aérien a été signé le 10 juillet à Tirana entre la Grèce et l'Albanie.

L'accord prévoit l'ouverture d'une ligne régulière Athènes-Tirana et retour, qui sera le prolongement de la ligne actuelle intérieure grecque passant soit par Jannina ou Corfou. L'exploitation de la ligne sera faite par les deux compagnies nationales qui fixeront elles-mêmes la fréquence des vols et les horaires. C'est la première fois que l'Albanie conclut un tel accord avec un pays occidental. — M.M.

été seuil

2 Romans français Poésie



Paul André Lesort
Après le déluge

"J'affirme qu'Après le déluge est un des quatre ou cinq romans d'envergure que ce dernier tiers de siècle ait produits" Roger Ikor
Les Nouvelles Littéraires
176 pages 32 F



Jean Cayrol
Poésie-Journal II
1975-1976

Pour Cayrol, l'expérience des mots est l'expérience toujours cruciale d'un perpétuel retour : survivre, revenir, dans une incessante et éternelle reprise de contact" D. Oster
Les Nouvelles Littéraires
192 pages 27 F

Jean David
L'effraction

Vingt-quatre heures de la vie d'un homme passionné par sa tâche — il est secrétaire de mairie — qui nous font découvrir de l'intérieur la vie d'une grande ville. 224 p. 37 F

Union soviétique

Une délégation des secrétaires de fédérations du P.C. français, conduite par M. Robert Allione, membre du comité central du P.C.F., a séjourné en URSS du 11 au 18 juillet. La délégation est intervenue dans plusieurs réunions aux questions d'organisation du travail du parti à divers échelons. — (A.F.P.)

Grèce

ACCORD AVEC L'ALBANIE
POUR UNE LIGNE AÉRIENNE
ENTRE ATHÈNES ET TIRANA

(De notre correspondant.)
Athènes. — Un accord aérien a été signé le 10 juillet à Tirana entre la Grèce et l'Albanie.

L'accord prévoit l'ouverture d'une ligne régulière Athènes-Tirana et retour, qui sera le prolongement de la ligne actuelle intérieure grecque passant soit par Jannina ou Corfou. L'exploitation de la ligne sera faite par les deux compagnies nationales qui fixeront elles-mêmes la fréquence des vols et les horaires. C'est la première fois que l'Albanie conclut un tel accord avec un pays occidental. — M.M.

Grande-Bretagne

Les épreuves se multiplient pour le cabinet Callaghan

(Suite de la première page.)

Après des mois de discrétion, le cabinet enterme le programme qu'il devait introduire plus de « démocratie » au sein des décisions. Les désaccords entre la gauche et la droite travailliste, plus encore que les réserves du patronat, ne permettent pas, désormais, d'envisager cette réforme, qui figurait pourtant en bonne place dans le manifeste électoral du Labour.

Une confiance artificielle

Même dans le domaine de la politique étrangère, le cabinet se montre aujourd'hui déchiré. Personne, certes, n'a pris trop au sérieux le rapport d'une commission du Labour Party qui recommandait une réduction substantielle et immédiate du budget de la défense, grâce notamment à l'abandon des sous-marins nucléaires. Mais le règlement de l'affaire rhodésienne élaboré par le secrétaire au Foreign Office en coopération avec les Américains, a été torpillé par la majorité du cabinet, qui préfère, semble-t-il, une victoire des rebelles noirs à Salisbury plutôt qu'une transition pacifique engageant la responsabilité de la Grande-Bretagne.

Compte tenu du fait que le contrat social avec les syndicats vient d'être enterré, il est difficile de ne pas voir M. Callaghan comme un boxeur « groggy » qui cherche désespérément à rester debout jusqu'à la fin du round. Aussi est-il assez surprenant que le premier ministre réussisse malgré tout à jouer ce rôle difficile avec une confiance artificielle peut-être, mais suffisamment convaincante pour détourner et exaspérer des adversaires incapables de porter le coup de grâce à un gouvernement « moribond ».

Le principal terrain de bataille reste en effet celui de l'inflation. Beaucoup d'autres controverses peuvent passionner le public ou exciter la Chambre des communes, qu'il s'agisse de la grève des

Bertrand Visage
Au pays du nain

Un pays imaginaire, un château de pâtes, une famille illustre qui meurt lentement : un roman ironique, violent et burlesque. 224 pages 35 F.



Karine Berriot
La maison dans l'arbre

"Une voix neuve qui vous prend l'oreille, qui donne la saveur des éthers derrière leur apparence" Dominique Desanti
Les Nouvelles Littéraires
192 pages 32 F

Demain : les romans français (suite) et les romans étrangers

De notre envoyé spécial **ANDRÉ FONTAINE**[illegible]

RÉE DU NORD

présent

SRI LANKA : un socialisme en panne

(Suite de la première page.)

A bord de la seule voiture de police en vue, quatre hommes somnolent : après sept semaines de campagne, ils en ont entendu bien d'autres... Car, pour violent qu'il puisse paraître, ce genre de discours, qui résume bien des griefs, est plutôt la règle que l'exception. Il y a seulement quatre mois que l'état d'urgence a été levé, et chaque tribune en profite largement. Certains bonzes, dont l'appui n'est pas à négliger dans une société où les valeurs traditionnelles du bouddhisme, ainsi que les castes et les clans familiaux, jouent encore un rôle prépondérant, font de même.

Quelques heures plus tôt, dans un quartier semblable de la capitale, près de la gare de Mahabadda, d'où partaient des trains surchargés de grappes humaines, le Parti de la Liberté (S.L.F.P.)

Sri-Lanka Freedom Party) avait aussi rassemblé des foules. Avec moins de jeunes, cependant. Dans l'un de ses quatre ou cinq meetings quotidiens, Mme « B », comme on l'appelle ici, défendait ses réformes. Elle dénonçait les velléités de retour au « capitalisme réactionnaire ». La puissance de sa voix force l'attention. Elle pose, séduisant, l'avantage qui fait défaut aux tenants adverses, le don de

fasciner les foules, et c'est un atout qui pèsera lourd dans la bataille. Pour l'heure, elle en profite pour faire un tableau particulièrement avantageux de son septennat. Ses opposants, en revanche, noient à plaisir une réalité déjà assez sombre. L'avenir n'apparaît guère plus radieux, lorsqu'on mesure l'ampleur de la crise économique d'où le pays ne parvient toujours pas à émerger.

Une absence de choix clairs

Il y a trente ans, lors de l'indépendance, Ceylan possédait l'un des plus hauts revenus d'Asie par tête d'habitants. Le Sri-Lanka est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres de la planète. Sans doute, parmi les causes de ses maux, trouve-t-on celles qui, dans d'autres pays du tiers-monde, perturbent le sous-développement : insuffisance des ressources naturelles, forte démographie, hausses des prix des matières premières et des produits industrialisés, dette extérieure, etc. Mais les grands thèmes de l'opposition

Aujourd'hui, il y a deux fois plus de mendiants qu'en 1970. Il y a aussi deux fois plus de riches mais de moins en moins nombreux. Appelles cela socialisme, si vous le voulez... En fait, nous restons sous la coupe de deux cents familles », nous dit un haut fonctionnaire du gouvernement, plus que désabusé.

Bref, à la veille de ces huitièmes élections générales, le niveau de vie moyen est plus bas qu'il y a sept ans, le nombre des chômeurs a doublé, approchant le million et demi, soit près du



semblent indiquer que ces handicaps ont été sérieusement aggravés, ici, par l'absence de choix clairs, par le manque de planification, par le favoritisme et la corruption. L'un des mots-clés de toutes les conversations est le « management » (mauvaise gestion). On est loin de ce paradis de carte postale que vantent les agences de voyages et les touristes, gavés, tout au long de circuits sélectionnés, d'un exotisme à bon marché.

Fortement, l'élection triomphale, en 1970, de la coalition du Front uni (groupant le Parti de la Liberté de Mme Bandaranaike, le Lanka Sama Samaja Party, le L.S.S.P. parti trotskiste exclu de la IV^e Internationale, et le parti communiste orthodoxe) avait fait passer, pour la première fois, le vent de changements radicaux. Les réformes entreprises ont été importantes, mais elles restent limitées et inachevées. Des résultats ont été obtenus sur la voie du « socialisme démocratique », officiellement prôné, et cela en dépit de l'insurrection de 1971 (année de zéro) et, par la suite, de la crise économique mondiale.

Cependant, depuis 1975, la progression du socialisme s'est arrêtée, victime des ambiguïtés de la coalition et des intérêts contradictoires de ses composantes. Il s'en est suivi un sérieux coup de barre en faveur de la relance du secteur privé. « Les manœuvres politiques ont emporté sur la rigueur économique sur laquelle tout reposait. La planification s'est transformée en improvisation au jour le jour. La mauvaise gestion et les intérêts personnels ont fait le reste. On continue, officiellement, à parler de socialisme, mais on ne fait pas le socialisme avec seulement quelques nationalisations. C'est la volonté politique qui manque ».

Paradoxalement, c'est pendant les deux années pendant lesquelles elle a prolongé son mandat initial de cinq ans, par le biais d'une nouvelle Constitution de type américain adoptée en 1972 — que Mme Bandaranaike aura connu les plus grandes difficultés. Privée de la majorité des deux tiers à la Chambre après le départ de ses alliés, le premier ministre, en dépit des invites de certains de ses proches, n'a pas voulu engager l'épreuve de force qu'aurait constitué un report des élections. L'état d'urgence a donc été levé en mars dernier.

Ces déchirements, joints à des difficultés internes et extérieures, ont eu des répercussions négatives non seulement sur les réformes mais encore sur la situation économique. En dépit des déclarations faisant état de progrès économiques et sociaux, l'accroissement du produit national brut n'a été en 1976 que de 2,9 %. Sa moyenne a été de 2,6 % de 1971 à 1976, soit moins de la moitié des prévisions du plan quinquennal. Etant donnée l'inflation, un taux d'accroissement réel de 2 % paraît tout à fait réaliste, nous a-t-on dit.

Fait particulièrement grave, la production de thé, principale ressource, indispensable au financement des autres secteurs économiques, est tombée, en 1976, de plus de 8 % : c'est le plus mau-

ministre a su tirer avantage des conflits internes du Front uni, manœuvrant habilement entre la gauche et la coalition, qui la tirait vers l'avant, et la droite de son parti, qui freinait les réformes. Il n'est pas sûr que celle-ci eussent jamais vu le jour sans l'insurrection de 1971. Elles furent alors mises en place hâtivement et dans de mauvaises conditions : état d'urgence et atmosphère de « grande peur ». Mais il fallait lâcher du lest. « L'explosion imprévue des frustrations d'une partie des jeunes qui avaient voté pour nous fut un défi à notre orthodoxie marxiste », nous explique M. Hector Abhayavardhana, l'un des fondateurs du L.S.S.P. « Mais, ajoute-t-il, son premier effet fut, sous l'impulsion de l'aile droite du Parti de la Liberté, la constitution d'une bureaucratie répressive qui s'est développée depuis lors ».

Une réforme agraire, qui n'avait pas été prévue par le « programme commun », fut mise en œuvre dès 1972. Son but était de transformer les structures rurales encore empreintes de féodalisme et même de colonialisme dans les grandes plantations appartenant à des compagnies étrangères, essentiellement britanniques. La réforme devait du même coup réduire sensiblement les inégalités et fournir du travail aux chômeurs : déjà sept cent mille à l'époque, ils sont aujourd'hui le double. Sa première partie, qui fixait un plafond de 50 acres (1 acre : 0,4 hectare) à la propriété privée individuelle, a porté sur environ 10 % des terres cultivables. L'établissement de coopératives des Janavassas, fut confiée à l'un des fils du premier ministre, Chandrika, ancienne étudiante à Paris, Jadu considère comme « gauchiste ».

Une première crise est survenue en 1973. Une fraction du P.C. quitta alors le gouvernement, l'accusant de « réarmer de la voie socialiste » et de freiner les réformes. Sur l'intervention de Moscou, l'affaire fut arrangée, mais les dissensions internes ne devaient pas cesser. Elles aboutirent, fin 1975, à l'expulsion de la coalition du L.S.S.P., qui s'opposait à l'indemnisation des grandes compagnies britanniques récemment nationalisées. Le P.C. maintenait sa collaboration, mais le gouvernement perdait son élément le plus réformiste. Immédiatement après cette crise, M. Félix Dias Bandaranaike, neveu du premier ministre et chef de l'aile droite du Parti de la Liberté, obtenait le portefeuille des finances et présentait un budget orienté vers une relance du secteur privé. Des avantages fiscaux étaient consentis au capital national et étranger pour relancer l'économie. Il semblait avoir surtout servi à enrichir une élite du pouvoir au train de vie ostentatoire.

Même la droite...

L'une des premières conséquences de l'éclatement du front uni fut la relance des revendications salariales. C'en était fini de la période de relative tranquillité sociale, répit dû au fait que les trotskistes, influents au sein des syndicats, avaient contenu la montée du mécontentement lorsqu'ils étaient au gouvernement. Les manifestations n'ont pas cessé depuis lors, ainsi que les grèves, toujours sévèrement réprimées. A tel point d'ailleurs que le P.C. finit lui aussi par quitter le gouvernement en février dernier.

Paradoxalement, c'est pendant les deux années pendant lesquelles elle a prolongé son mandat initial de cinq ans, par le biais d'une nouvelle Constitution de type américain adoptée en 1972 — que Mme Bandaranaike aura connu les plus grandes difficultés. Privée de la majorité des deux tiers à la Chambre après le départ de ses alliés, le premier ministre, en dépit des invites de certains de ses proches, n'a pas voulu engager l'épreuve de force qu'aurait constitué un report des élections. L'état d'urgence a donc été levé en mars dernier.

Ces déchirements, joints à des difficultés internes et extérieures, ont eu des répercussions négatives non seulement sur les réformes mais encore sur la situation économique. En dépit des déclarations faisant état de progrès économiques et sociaux, l'accroissement du produit national brut n'a été en 1976 que de 2,9 %. Sa moyenne a été de 2,6 % de 1971 à 1976, soit moins de la moitié des prévisions du plan quinquennal. Etant donnée l'inflation, un taux d'accroissement réel de 2 % paraît tout à fait réaliste, nous a-t-on dit.

Fait particulièrement grave, la production de thé, principale ressource, indispensable au financement des autres secteurs économiques, est tombée, en 1976, de plus de 8 % : c'est le plus mau-

ASIE

DIPLOMATIE

MARDI SOIR, PRÈS DE STRASBOURG

MM. Schmidt et Giscard d'Estaing s'entretenant des exportations nucléaires

Le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt dîneront en tête à tête, mardi 19 juillet, près de Strasbourg, annonce un communiqué de l'Élysée. Ils régleront leur capitale respective le soir même.

C'est aux affaires nucléaires que sera principalement consacrée la conversation, indiquent-ils dans les milieux bien informés. La rencontre fait suite au « sommet » franco-allemand des 16 et 17 juin à Bonn et aux entretiens que M. Schmidt a eus à Washington du 12 au 14 juillet.

Arrivé lundi à Paris en fin d'après-midi, M. Schmidt a eu un entretien avec M. Barre, premier ministre. La conversation a porté sur les problèmes économiques franco-allemands et les questions européennes, notamment celles qui posent l'élargissement de la Communauté à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. Les questions politiques allemandes auraient également été évoquées.

La conférence de Belgrade. — Au cours de la séance plénière du lundi 18 juillet de la réunion préparatoire de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), vingt-cinq orateurs sur trente-cinq participants se sont prononcés sur le point de divergence le plus important : la durée de la conférence principale, prévue pour l'automne. Les positions sont restées inchangées : les pays de l'Est, excepté la Roumanie, veulent que la durée soit fixée à l'avance ; les autres pays n'ont pas fixé un terme à la conférence. — (A.F.P.)

matière d'exportations nucléaires et décidé de ne plus vendre d'installations dangereuses telles que les usines de retraitement de combustible irradié. La France et la R.F.A. n'ont cependant pas, en principe, renoncé aux contrats de vente déjà conclus avec le Pakistan et le Brésil. Le 5 juillet, Paris et Bonn ont signé un accord de coopération pour le développement des surrégénérateurs. Si la décision concernant les exportations est approuvée par les Américains, ceux-ci, en revanche, sont hostiles à la construction des surrégénérateurs. MM. Giscard d'Estaing et Schmidt discuteront essentiellement de ce que M. Carter a dit au chancelier sur l'ensemble de ces questions.

M. Andreotti à Paris

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE CHEF DU GOUVERNEMENT ITALIEN

M. Andreotti, président du conseil italien, a eu ce mardi matin 19 juillet un entretien avec le président de la République, qui l'a reçu ensuite à déjeuner.

Le Journal officiel de ce mardi 19 juillet publie la nomination de quatre ambassadeurs : M. Jean-Pierre Brunet, jusqu'à présent ambassadeur à Tokyo, succède en République fédérale d'Allemagne à M. Wormser, qui a quitté le service diplomatique en juin. M. Brunet est remplacé à Tokyo par M. Louis Dauge, jusqu'à présent ambassadeur à Varsovie, auquel succède M. Serge Boideval, ancien conseiller de M. Chirac, premier ministre. (Le Monde du 4 juin a publié les biographies de MM. Brunet, Dauge et Boideval.)

NOMINATIONS D'AMBASSADEURS

- M. Brunet à Bonn
- M. Dauge à Tokyo
- M. Boideval à Varsovie
- M. Dupuy à Dublin

Le Journal officiel de ce mardi 19 juillet publie la nomination de quatre ambassadeurs : M. Jean-Pierre Brunet, jusqu'à présent ambassadeur à Tokyo, succède en République fédérale d'Allemagne à M. Wormser, qui a quitté le service diplomatique en juin. M. Brunet est remplacé à Tokyo par M. Louis Dauge, jusqu'à présent ambassadeur à Varsovie, auquel succède M. Serge Boideval, ancien conseiller de M. Chirac, premier ministre. (Le Monde du 4 juin a publié les biographies de MM. Brunet, Dauge et Boideval.)

A travers le monde

Ethiopie

LE FRONT DE LIBÉRATION DE LA SOMALIE OCCIDENTALE, basé à Mogadiscio, affirme avoir détruit, samedi 16 juillet, neuf avions militaires éthiopiens sur l'aéroport de Dire-Daoua (province du Hararge) et en avoir abattu un autre au cours des violents combats qui ont opposé les maquisards pro-somaliens et l'armée éthiopienne. Selon le Front, ces combats auraient fait sept cent cinquante morts parmi les soldats éthiopiens. Le dépôt de carburant de l'aéroport et douze camions auraient également été incendiés. Dire-Daoua est la principale gare ferroviaire sur la ligne, aujourd'hui coupée, qui relie Addis-Abeba à Djibouti. — (Reuters.)

Namibie

L'APPROVISIONNEMENT EN EAU d'une large partie du nord de la Namibie est coupé depuis le 9 juillet, à la suite d'une série de sabotages, a-t-on annoncé lundi 8 juillet à Windhoek. Les lignes électriques approvisionnant la station de pompage de Calueque, dans le sud de l'Angola, station qui dessert une partie de l'Ovamboland, en Namibie, ont été sabotées deux fois en une semaine par les guérilleros de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). — (A.F.P.)

Roumanie

LES AUTORITÉS ROUMANES ont accordé des visas de sortie à l'épouse et au fils d'un Allemand de Roumanie, M. Mathias Kirich (soixante-deux ans), qui avait campé pendant les deux premières semaines de juin devant la résidence de l'ambassadeur de Roumanie en R.F.A. Cinq autres germanophones de Roumanie restent installés devant la maison du diplomate, pour obtenir la venue de leurs proches. — (A.F.P.)

Turquie

LE GOUVERNEMENT TURC a récemment protesté auprès du gouvernement grec contre le harcèlement dont aurait été victime un avion de patrouille participant à des manœuvres aéro-maritimes, en mer Égée, de la part de la chasse aérienne hellénique. L'incident aurait eu lieu le mercredi 13 juillet, a révélé un porte-parole offi-

ciel à Ankara, qui a ajouté : « Le gouvernement turc est déterminé à protéger ses droits en mer Égée et dans l'espace aérien de cette mer. » — (A.F.P.)

DÉS APPONTÈMENTS ENTRE GROUPEX EXTRÊME DRES OPOSÉS ont fait trois blessés, dont deux très gravement, et d'importants dégâts, lundi 18 juillet à Ankara. — (A.F.P.)

Zaïre

UN NOUVEAU CODE ÉLECTORAL a été promulgué lundi 18 juillet, au Zaïre, par décret signé du président Mobutu. Il institue le suffrage universel, direct et à scrutin secret pour l'élection pour cinq ans des commissaires politiques, des commissaires du peuple et des membres des conseils de zones urbaines. Le nouveau code rappelle que le mouvement populaire de la révolution, qui est unique, demeure l'unique cadre politique du pays. Les futurs candidats devront axer leur campagne sur des thèmes conformes aux grandes orientations du mouvement. — (Reuters.)

Chine

LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS SÉRAIENT RÉUNIS À PÉKIN POUR PRÉPARER LE PROCHAIN CONGRÈS DU PARTI

Pékin (Reuters, A.F.P.). — Les dirigeants chinois seraient actuellement réunis à Pékin pour préparer le prochain congrès du parti communiste, qui doit se tenir avant la fin de l'année, annonce l'agence Reuters. On ignore toutefois s'il s'agit d'une réunion du bureau politique élargi ou du comité central.

D'autre part, l'agence Chine nouvelle a lancé une violente attaque contre les États-Unis, tout en s'en prenant plus longuement et plus violemment encore à l'Union soviétique, dans une dépêche consacrée à la dernière conférence des Nations unies sur le droit de la mer. L'agence accuse les deux super-puissances d'insister sur leur « hégémonie maritime » et « de jouer de diverses ruses (...) pour maintenir la vieille loi de la mer sous une forme déguisée. A l'instar de l'Occident, et de la suite de conférence, la délégation américaine a essayé de séduire certains pays développés ». Elle dénonce le « cynisme » des États-Unis, qui « essaient de subordonner une conférence internationale de plus de cent quarante États souverains à l'emploi du temps de son Congrès. Son arrogance a mis à nu ses véritables desseins de puissance hégémonique ».

QUELLE ETHIOPIE DEMAIN ?

A l'heure actuelle l'Éthiopie tout entière est menacée d'éclatement. Pour comprendre la question éthiopienne :

L'ÉTHIOPIE

ET SES POPULATIONS JACQUES VANDERLINDEN

Un ouvrage qui ne se limite pas aux problèmes politiques. « Avec un scrupule que l'on rencontre rarement l'auteur nous introduit aussi dans la vie quotidienne des ethnies éthiopiennes (Afar, Amara, Anouak, Jufis, Salicha, Oromo, Somali, Tigré, etc.). A titre de livre non seulement leurs problèmes politiques nous deviennent plus familiers, mais c'est un pays tout entier qui est rendu, avec ses régions, ses hommes, mais aussi son histoire et surtout son âme... » (Le Soir.)

Un guide PAYS ET POPULATIONS L'AUTRE FAÇON DE VOYAGER

Dans la même collection : L'AFGHANISTAN - L'ESPAGNE ISRAËL - LA TRAILLONDE Diffusion P.U.P.

EDITIONS COMPLEXE

RAYMOND RÉANT aurait pu autrefois être brûlé vif. Aujourd'hui, la police, les chercheurs, ou les personnes en détresse viennent lui demander son aide.

POUVOIRS ÉTRANGERS D'UN CLAIRVOYANT par R. RÉANT et A. SOTTO TCHOU

ROBERT & RENÉ 13, Rue du Fbg du Temple PARIS (10^e) M^{re} REPUBLICQUE Une boucherie "Garde Surface" au service des consommateurs PRIX DISCOUNT ouvert tout l'été

EPEDA CAPELOU

DIPLOMATIE

L'interview de M. Giscard d'Estaing à «Newsweek»

L'agence Tass souligne l'hommage rendu à la politique de détente des Soviétiques

Les déclarations de M. Giscard d'Estaing à l'hebdomadaire *Newsweek* (le Monde du 19 juillet) font, tant en France qu'à l'étranger, l'objet de nombreux commentaires de presse. Ce sont surtout les passages sur la détente « mise en cause » par M. Carter qui retiennent l'attention.

● A WASHINGTON, les porte-parole de la Maison Blanche et du département d'Etat se sont refusés à toute réaction, indiquant que M. Carter n'avait pas encore lu le texte intégral de l'interview.

● A MOSCOU, l'agence Tass a rendu compte longuement de l'interview, mettant l'accent sur l'hommage au président aux efforts de l'U.R.S.S. en faveur de la détente. L'agence a souligné les passages critiques à l'égard de M. Carter et ceux qui concernent la détente. Sur le Proche-Orient et l'Afrique, Tass indique que M. Giscard d'Estaing a « de nouveau exposé ses opinions déjà connues qui se résument en la défense des intérêts de l'Occident sur ce continent et visent à soutenir les pays africains orientés vers les Etats occidentaux ».

● A LONDRES, sous le titre : « Une critique bismarckienne », l'hebdomadaire *Time* écrit : « Le style et une grande partie du contenu de l'interview viennent souligner la singularité du point de vue de la France. Alors que la plupart des gouvernements européens ont des divergences de vues avec les Etats-Unis, seuls les Français en font systématiquement état publiquement. Il est par conséquent difficile de résister à l'impression que, aux yeux des Français, l'Amérique ne peut rien faire de bien (...) ».

Maintenant que le président Carter risque de décevoir aux Soviétiques en insistant sur les clauses de l'accord d'Helsinki concernant les droits de l'homme, la France semble penser qu'elle a une attitude en matière de détente est devenue un acquis qui ne doit pas être mis en danger (...) L'amour-propre de M. Brejnev a peut-être été insulté, mais, sur un plan stratégique, l'attitude de M. Carter a une grande valeur, et il ne serait pas bon de l'abandonner. »

● A BONNE, le quotidien *General Anzeiger* (libéral) estime que, lors de la rencontre de ce mardi soir, près de Strasbourg, entre M. Giscard d'Estaing et Schmidt, le chancelier aura quelque difficulté à persuader le président que la campagne de M. Carter en faveur des droits de l'homme favorise la détente. « Le miracle de l'entente serait complet, estime le journal, si le président français, jusqu'à présent si défiant envers la politique du président Carter, se laissait persuader à son tour du caractère positif, voire de l'utilité, de la campagne américaine en faveur d'une plus grande humanité dans le bloc oriental. »

Dans la presse parisienne

L'HUMANITE : on attend des initiatives.

Dans L'HUMANITE, Yves Moreau, relevant que M. Giscard d'Estaing ne met pas en cause la « sincérité » de M. Carter, écrit : « Si est amené à reconnaître que la politique de l'administration Carter compromet la détente, il n'en tire jusqu'ici aucune conclusion concrète pour l'action que la France devrait entreprendre. N'aurait-il pas annoncé pourtant, lors de la visite de Brejnev, des initiatives décisives en direction du désarmement ? On ne l'attend encore. Pas d'initiative, à l'heure où le climat international, du fait des Etats-Unis, se détériore et où l'accumulation des périls est telle que le risque d'une brèche sévère d'échapper à tout contrôle. »

LE MATIN : leur volonté de statu quo.

LE MATIN souligne que M. Giscard d'Estaing a affirmé l'existence du public américain par le danger que comporte à ses yeux l'arrivée de la gauche au pouvoir en France et conclut : « Ce qui ressort finalement de cette interview, c'est que Valéry Giscard d'Estaing a l'intention de résister à l'effacement des résultats d'élections législatives qui pourraient faire basculer la France vers une gauche acceptant de gouverner avec les communistes, suggère à son grand allié américain de ne rien faire qui puisse basculer un équilibre difficilement maintenu en Europe. »

A l'initiative de la C.D.U. ouest-allemande

PLUSIEURS FORMATIONS DEMOCRATES-CHRETIENNES ENVISAGENT DE CONSTITUER UNE INTERNATIONALE

Bonn (A.P.P. Reuter). — M. Geisler, secrétaire général de la C.D.U. ouest-allemande (chrétien-démocrate), a indiqué, lundi 18 juillet, dans la capitale fédérale, que les partis démocrates-chrétiens de différents pays allaient envisager de constituer une véritable internationale.

Il venait de s'entretenir durant quelques jours, à Bonn, avec des représentants de la démocratie chrétienne italienne, dont M. Mariano Rumor. Ce dernier préside l'Union mondiale démocrate-chrétienne, qui a récemment publié un manifeste politique à Bruxelles (le Monde du 8-9 mai), et il a assuré la future internationale du concours de cette union.

Dans un premier temps, la C.D.U. s'est déclarée disposée à assurer une large part du financement de l'Internationale. M. Geisler espère y faire adhérer des partis latino-américains, dont il doit rencontrer les principaux dirigeants les 21 et 22 août au Venezuela.

L'objectif de cette nouvelle tentative de regroupement des formations de la famille démocrate-chrétienne, a précisé M. Geisler, est de « soutenir les peuples victimes de l'oppression politique, économique et culturelle », de « combattre le collectivisme des communistes de même que le capitalisme sans aspect social ». A propos du récent accord de gouvernement conclu par la démocratie chrétienne italienne avec cinq autres formations, dont le P.C.I., M. Geisler a affirmé qu'il permettrait à la D.C. de mettre en œuvre sa politique, mais qu'une nouvelle concession « ne devait être faite aux communistes ».

● Le Conseil de sécurité des Nations unies a recommandé, lundi 18 juillet, l'admission du Vietnam réunifié au sein de l'organisation. — (A.P.)

POLITIQUE

M. Giscard d'Estaing et les solutions «non-partisanes»

Le président de la République a choisi Orléans, « symbole, à la fois, d'une France paisible, forte et sûre d'elle », pour célébrer, lundi 18 juillet, l'entrée en application de la loi de décembre 1976 sur l'aide au logement (le Monde du 19 juillet).

Cette ville et son département avaient été retenus pour le taux d'expansion démographique qu'ils connaissent (le second de France) et pour la politique de l'habitat qu'y mènent la municipalité et le conseil général. M. Thinat, maire radical, a saisi l'occasion qu'il lui offrait de rappeler qu'il n'y a pas de « libéré sans moyens » et d'attirer l'attention du chef de l'Etat sur les difficultés financières des collectivités locales. M. Giscard d'Estaing lui a assuré que l'Etat aiderait celles-ci « dans toute la mesure du possible et en tenant un compte décalé de la conjoncture », dont il a affirmé que les contraintes n'étaient pas toujours négatives. Il a indiqué d'autre part que la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales viendrait en aide à la municipalité d'Orléans pour l'emprunt obligataire qu'elle a demandé l'autorisation d'émettre.

Mais, dans cette ville du Centre, proclamée « capitale de la réforme du logement », le président de la République devait revenir au rôle des élus locaux et du sien propre. M. Thinat avait émis le souhait qu'il soit mis fin aux « divisions et querelles politiques » et appelé de ses vœux une « société nouvelle » à laquelle, avait-il dit, « nous aspirons tous, giscardiens et non-giscardiens ».

« Vous êtes tous des élus, comme moi-même », a répondu M. Giscard d'Estaing, et nous savons bien que les élections supposent un débat, que la discussion des idées politiques est une nécessité en France. Le caractère démocratique de nos institutions, dont je suis le garant, a pour objet de permettre ce débat. Mais qui dit débat ne dit pas nécessairement affrontement ni délabrement des positions différentes de la sienne. La démocratie française doit progresser dans le voie d'un dialogue plus ouvert, plus confiant, plus normal. Il y a un paradoxe, pour la France, à appeler les autres pays au dialogue et à ne pas savoir instaurer, en son sein, la concertation et le dialogue. »

Après avoir quitté l'hôtel de ville, où il était accueilli par environ deux cents personnes, quelques porteurs de banderoles revendicatives ayant été écartés par la police, le chef de l'Etat se rendait au théâtre municipal, où il présiderait l'installation du Conseil national de l'accession à la propriété, institution due, a-t-il souligné, à son initiative. Il prononcera ensuite, devant un auditoire d'élus et de fonctionnaires de l'équipement un discours dans lequel il définissait cet « urbanisme à la française », « naturel, quotidien et démocratique », qui est à la fois, pour le président de la République, un des principaux axes qu'il entend donner à son action réformatrice et un modèle de « solution non partisane aux problèmes qui préoccupent les Français ».

Evocant les commentaires qui lui sont favorables et qui, relevant l'« optimisme » méritoire « avec laquelle il » contribue à faire des appels à l'unité », M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

férence qu'il établit entre une politique qui ne serait que le reflet des ambitions partisanes et une politique qui s'efforcerait de répondre aux aspirations sociologiques des Français. Dans cette conception, il appartient au président de la République de diriger le débat vers des « solutions communes » qui doivent réunir, et non diviser en vainqueurs et vaincus, les tenants de thèses contradictoires. C'est à cette dernière issue qu'aboutirait, selon lui, le programme commun de la gauche.

On peut toutefois se demander si la prétention de l'opposition à exprimer les vœux, de plus en plus nombreux, est moins légitime que celle de la majorité. Pour reprendre les exemples choisis par le chef de l'Etat, on peut remarquer que la réforme de l'aide au logement, vivement discutée au Parlement, apporte au problème de l'habitat, en privant la propriété individuelle, une solution dont la neutralité politique n'est pas évidente. Quant au débat sur l'élection de l'Assemblée européenne, on sait bien qu'il faut attribuer non pas à un réel « consensus », mais à la menace d'une dissolution de l'Assemblée nationale, l'absence de motion de censure après que le gouvernement ait engagé sa responsabilité sur ce texte refusé par le R.P.R. et accusé avec dédain par le parti communiste. Reste la réforme des collectivités locales dont il appartient à l'Assemblée nationale, issue des prochaines élections, de faire ou non la pierre d'angle de la politique décentralisatrice voulue par M. Giscard d'Estaing.

Patrick Jarreau.

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

Le chef de l'Etat a cité, en exemple, le débat sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel qui, « abordé dans la division », s'est concilié par une approbation. « Personne », a-t-il dit, « je dis bien personne n'a voté contre (...) ». Je dirai, sur ce point, à l'attention du président de la République, « De même, a-t-il poursuivi, la réforme du logement aurait pu être menée d'une manière aboutissante à une coupure entre ceux qui, jusqu'ici, ont conduit une certaine politique et les opposants (...) ». Le gouvernement a préféré proposer une réforme du logement qui soit acceptable pour tous. Enfin, la réforme des collectivités locales, qui fait actuellement l'objet d'une consultation des maires, se présentera, elle aussi, comme une « solution commune à tous les Français, qui apporte, le moment venu, sa contribution à l'unité ».

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

M. Giscard d'Estaing a ainsi répété, une nouvelle fois, la di-

APRES LA SENSATION

Une politique élaborée

LES MESURES ADOPTÉES

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Variations sur un thème connu

Au moment où les principales formations de la majorité se réunissent pour évaluer la concertation électorale, on en principe aboutit à la rencontre « au sommet » prévue pour septembre par le premier ministre, de la droite que les partisans de l'union de la gauche progressent pas à pas dans l'actualisation de leur programme commun de gouvernement, la plupart des observateurs politiques ont mis à profit le bref répit du week-end du 14 juillet pour faire le point de la situation en multipliant les variations sur un thème connu : si la gauche gagnait les élections ?

A défaut de pouvoir tirer de leurs supputations quelques feux d'artifice de la plume, nos confrères de la presse hebdomadaire présentent à leurs lecteurs divers « bouquets » composés en utilisant les arrière-pensées qu'ils déclinent chez les parties en présence, et notamment dans le comportement des deux principaux leaders de la vie politique française. M. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand.

Dans les colonnes de LUTTE OUVRIERE (trotskiste), Arlette Lagulier n'y va d'ailleurs pas par quatre chemins pour lier dans une même gerbe ces deux « témoins », dont elle se demande si, en vérité, ils sont « adversaires ou partenaires ». Elle penche plutôt pour une certaine compatibilité entre eux, et le dit : « Tout (...) illustre de façon démonstrative, d'une part, le fait que les peuples et les grandes phrases de Giscard et de Mitterrand ne sont que les répliques de deux partenaires de la même pièce ; d'autre part, le caractère antinomique des institutions et ce qu'il y a d'escroquerie derrière cette façade du parlementarisme. » Rappelant les données des problèmes constitutionnels qui pourraient se poser en cas de victoire de la gauche, Arlette Lagulier ajoute : « Que fera Giscard ? Que fera Mitterrand ? Que fera le

Sénat ? Non seulement personne ne le sait, mais les spéculations autour de ce qu'ils feront sont le produit de chaque camp, ou de propagande, selon que l'on veut effrayer d'avance l'électeur ou le rassurer. »

Michel Moussé, l'éditorialiste de TRIPTYQUE SOCIALISTE (P.S.U.), a dépassé ce stade de réflexion, et a déjà tranché : « Quelle pusillanimité y aurait-il à se laisser impressionner par ce personnage qui n'a que l'air d'un des Français à la bouche, mais se comporte en chef de clan ! écrit-il. La seule conclusion logique du discours de Giscard, c'est d'essayer son leadership dans un cadre démocratique. De s'affranchir de ce régime prétoire, centralisateur, où les partis de droite n'ont pas seulement le pouvoir mais sont purement et simplement appropriés les institutions. »

Pour André Chambrand, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, est un peu plus claire dans la mesure où, « par-delà les incertitudes », le dialogue « Giscard-Mitterrand » a apporté une révélation essentielle sur une question clef : que se passera-t-il entre le président et le leader de la gauche si celle-ci l'emporte ? André Chambrand souligne, toutefois, que cet événement ne s'accompagne pas d'une baisse de tension, bien au contraire : « En annonçant que la réforme constitutionnelle serait considérée comme prioritaire par la gauche, le leader socialiste a fixé la date de l'épreuve de forces — ou de la tentative de conciliation — qui surviendra inévitablement entre le président et lui. Certes, ajoute André Chambrand, il ne sera pas obligé de proposer la réduction du mandat de Giscard à cinq ans, mais il le pourra. C'est un nouvel élément de dramatisation des législatures de mars. »

Sous la plume de Jean-François Revel, L'EXPRESSION estime néanmoins « encourageant de constater que les deux personnalités politiques les plus influentes du pays ont l'une et l'autre pour

but de promouvoir une politique réformatrice de centre gauche » (...). Mais pour J.-F. Revel, il est évident que le dialogue de ce genre n'a aucun des deux ne semble vraiment disposer des outils nécessaires à la réalisation d'une telle politique. »

Quant à Georges Manly, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, s'il met en évidence l'optimisme affiché par Valéry Giscard d'Estaing dans le domaine économique et social, c'est pour mieux souligner que « c'est un doute sérieux que tout de même trottait dans les têtes et majoritaires », puisqu'il a suffi d'une réplique brève de François Mitterrand pour que « s'esquisse le triomphe imprudent que la droite affichait encore quelques jours plus tôt, parce que la gauche se chamaillait ». »

Pierre Fujo, le directeur d'ASPECTS DE LA FRANCE, l'hebdomadaire de l'action française, estime, pour sa part, que toutes ces considérations sont dépassées et que « la grande erreur de M. Giscard d'Estaing est de réper à un système politique impossible où la démocratie aurait des vertus qui ne sont pas les siennes » alors qu'il existe, selon lui, « un autre « modèle » politique où le chef de l'Etat dispose de l'autorité nécessaire pour gouverner sans pour autant apparaître comme l'élé d'une moitié de France contre une autre ». Pierre Fujo veut parler bien entendu de « la monarchie héréditaire ».

« Tout cela ressemble à l'affrontement de l'élection présidentielle de 1974, fait observer André Lesueur dans VALEURS ACTUELLES. Deux hommes face à face, les mêmes, après lesquels la diversité de la classe politique française se perd dans l'ombre de la figuration. Et derrière eux, une France coupée en deux. Ce tableau simplifié cache mal une double équivoque. Dans chaque camp, » Et André Lesueur de dénoncer « deux unités factices ».

Sur ce point, tous les observateurs paraissent d'accord.

actuellement

PROMOTIONS A LA BOUTIQUE DU BRESIL

Bibliothèques modulaires en palissandre de Rio.
Exemple : largeur 240 cm : 1480 F - 5230 F

Tapis en peau de mouton, le m² : 300 F - 390 F

Service de table, 48 pièces : 1640 F - 1060 F

MP 93 canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir : 2820 F - 7856 F

MP 129 canapé 2 places + 2 fauteuils avec appuie-tête + 2 poufs en cuir : 12570 F - 11940 F

QUANTITE LIMITEE

43, avenue de Friedland, 75008 Paris - Tél. 359.22.10

RADIO ALICE
RADIO LIBRE

jean pierre delcroix

et les solutions non-partisanes

APRÈS LA SESSION DU CONSEIL DE PARIS

Une politique élaborée au coup par coup

La première session du nouveau Conseil de Paris, présidée par le maire, M. Jacques Chirac, s'est achevée lundi 18 juillet par une séance consacrée notamment au vote d'une aide exceptionnelle aux sinistrés du Sud-Ouest, à l'approbation des comptes de la ville pour l'exercice 1976 et au relèvement du plafond de ressources applicable à l'attribution de l'allocation - Ville de Paris - aux personnes âgées. Cette dernière mesure fait partie d'une politique d'ensemble, élaborée au coup par coup, destinée, dans l'esprit du premier magistrat de la capitale, à améliorer rapidement la « qualité de la vie » et le sort de certaines catégories sociales et professionnelles. Les premiers projets ont été soumis à l'approbation de l'Assemblée municipale au rythme de deux séances par mois; nous en publions ci-dessous le catalogue.

Ce programme, qui paraît ambitieux au regard des déclarations d'intention qu'il comporte, se caractérise par la continuité. Les grandes orientations du précédent Conseil, régi par l'ancien statut, n'ont pas été sensiblement infériorisées; elles ont été au contraire renforcées, dans l'esprit du maire, par la mise en œuvre de mesures de détail qui, si elles ne doivent pas être négligées en raison de l'urgence, ne peuvent apporter (fleuriesse-

ment, illuminations, reconquêtes des trottoirs, etc.), n'en sont pas moins d'une portée limitée. Si M. Jacques Chirac n'a rencontré aucune difficulté au stade de la discussion et du vote des textes, en revanche il se heurte à plusieurs obstacles au niveau de la réalisation. Certes, la discipline des groupes de la majorité (R.P.R., C.D.S., C.N.I.P., P.R. et radicaux) confère à l'approbation des projets du maire un caractère automatique que les protestations, les critiques et les contre-propositions de l'opposition ne peuvent entamer. De plus, le maire ne laisse rien échapper de la « toute-puissance » que lui accorde le droit commun municipal; il a donc écarté du règlement de la nouvelle assemblée toute procédure trop proche de celles qui caractérisent le fonctionnement du Parlement (telles les questions écrites et les questions orales avec débat). Le Conseil a ainsi gagné en « efficacité », mais les débats ont été la place à une juxtaposition de monologues, les élus d'un des camps donnant lecture de leurs mémoires, les élus de l'autre énonçant leurs critiques sans pouvoir faire admettre le moindre amendement.

Pour le maire, les obstacles se situent au niveau de l'application; ils sont d'ordre financier et administratif, et touchent à la répartition des compétences entre la Ville et l'Etat. Il faut, en effet, que ce dernier consente à la réalisation de certains objectifs, tels que le renforcement de la sécurité ou l'arrêt de la désindustrialisation de la capitale, par exemple. L'expérience montre que le consentement actif

du gouvernement n'est pas nécessairement acquis, même si sa qualité de maire élu et son poids politique permettent au président du R.P.R. tantôt de « bouculer » tel ou tel ministre, pour faire valoir le point de vue municipal, tantôt d'espérer régler à l'amiable le contentieux entre la Ville et l'Etat. A cela s'ajoute que, comme le précédent Conseil était à la merci du gouvernement, l'administration de l'Hôtel de Ville a conservé une tradition d'attentisme que la nouvelle équipe municipale a parfois du mal à surmonter. Enfin, M. Chirac ne peut dépasser les limites budgétaires qui ont été fixées en 1976 par l'ancienne assemblée; aussi est-il contraint soit d'annuler certaines opérations programmées pour financer les projets qu'il met en avant, soit de limiter son action à la définition de grandes orientations (tels en matière de logements) ou à l'énoncé de promesses (dans le domaine culturel, notamment).

Au-delà de la gestion municipale, se pose la lutte pour les élections législatives, le maire ne pouvant méconnaître l'impact au niveau national d'une réussite ou d'un échec de sa gestion municipale. A Paris, le dialogue entrepris avec certaines catégories socio-professionnelles (commerçants, artisans, taxis, etc.) par l'intermédiaire de commissions extramunicipales de concertation peut, à l'occasion, apparaître comme un moyen de donner satisfaction à autant de « clients » susceptibles d'appuyer les candidats du R.P.R. De plus, soucieux d'as-

surer l'unité de la gestion de la capitale, il a nommé au sein des commissions d'arrondissement des personnalités favorables à la majorité et choisi parmi elles, et non parmi les élus, son représentant; sans doute une telle homogénéité pourra-t-elle être mise à profit à l'occasion de la prochaine campagne électorale par ceux des candidats que M. Chirac aura décidé de soutenir. Enfin, le président du R.P.R. attend de l'unité d'action et du partage des responsabilités réalisées à Paris, notamment avec les centristes, qu'ils aient valeur d'exemple pour l'ensemble des circonscriptions. Dans ces conditions les groupes de l'union de la gauche mettent en cause la « mainmise de M. Chirac sur Paris », dénoncent « l'illusion » d'une politique menée, selon eux, dans la précipitation. Ils considèrent que les commissions d'arrondissement ont été transformées en « véritables officines de la majorité », et estiment que le maire a, en fait, les « mains liées » à la fois par le plan d'austérité du gouvernement dont il est le « serviteur zélé » et par la politique menée par la majorité de l'ancien Conseil. Dès lors, la plupart des mesures annoncées revêtent, à leurs yeux, un « caractère publicitaire » et relèvent de « la seule volonté d'occuper le terrain ».

L'opposition rendrait sa critique plus percutante encore si elle mettait en évidence, peut-être, M. Chirac gère Paris comme il souhaiterait gérer l'Etat.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

LES MESURES ADOPTÉES

• Action sociale

PERSONNES AGÉES. — Etude pour évaluer les besoins et le coût de l'installation du téléphone chez les personnes âgées ou infirmes; relèvement au 1^{er} juillet de l'allocation supplémentaire versée par la Ville de Paris dans la même proportion que le relèvement de l'allocation de l'Etat.

Le minimum vieillesse garanti par l'Etat est actuellement de 833 francs par mois. A Paris, il est de 1 175 francs, auquel s'ajoute la prise en charge du loyer jusqu'à 250 francs, ce qui porte à 1 425 francs par mois le plafond de l'aide aux personnes âgées à Paris. La gauche a demandé que cette allocation soit égale au S.M.I.C.

Les sorties-promenades offertes aux personnes âgées pendant l'été ont été multipliées; neuf mille

cent vingt et une places leur sont offertes cette année.

Pendant les mois de juillet et août, des permanences fonctionnent dans tous les arrondissements pour venir en aide aux personnes âgées et handicapées. Une permanence centrale, place de l'Hôtel-de-Ville, fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

LOGEMENTS. — Lancement d'un programme devant aboutir à la construction de dix mille logements. Pour ce faire, mise en vente de logements de standing appartenant à la Ville; produit de la vente servira au remboursement d'un emprunt consacré au financement de logements sociaux.

L'opposition a contesté le caractère social du programme projeté; elle estime que, au total, cinq mille logements seulement seront construits, et juge insuffisant le nombre d'I.L.M. prévues.

Mise en place d'une commission destinée à éviter les expulsions de locataires de bonne foi. (La gauche, souhaitant garantir le droit au logement, évite les expulsions, demandant un moratoire et la réquisition des logements appartenant aux banques et aux grandes sociétés, depuis plus de six mois, et l'utilisation des logements de la Ville de Paris en faveur des mal-logés.)

SANTÉ. — Crédit supplémentaire de 5 millions pour la réalisation d'un programme complémentaire d'humanisation et de modernisation dans divers hôpitaux de l'Assistance publique; suppression des derniers salons communs; amélioration des locaux d'accueil du public; acquisition de matériel médical.

Création d'un médiateur chargé de régler les litiges entre les citoyens et l'administration de la Ville de Paris.

ESPACES VERTS. — Création de 265 hectares d'espaces verts (le jardin du port Saint-Bernard, l'espace vert prévu sur les abattoirs de Vaugrard).

Aménagement d'espaces verts existants: création d'importants bosquets dans les bois de Boulogne et Vincennes, plantations nouvelles (la gauche a jugé insuffisantes les surfaces consacrées aux espaces verts).

PLANTATIONS de cinq mille six cents arbres supplémentaires, reconquête des trottoirs, fleurissement de « Champs-Élysées », remises en état des fontaines, interdiction du stationnement sur l'esplanade des Invalides, limitation de l'affichage publicitaire (paradoxes de M. Jean-Claude Desaux).

MARCHÉS. — La préservation de l'actuel marché du Carreau du Temple; la restauration du marché de Saint-Jacques; la rénovation du Marché aux fleurs; un programme d'électrification, sur cinq ans, de cinquante-six marchés découverts. (La gauche a demandé que des équipements socio-culturels soient prévus dans les opérations de restauration et de rénovation.)

CIRCULATION. — La voie rapide de la gare Montparnasse a été supprimée et remplacée par une simple rue (la gauche avait plaidé pour cette suppression).

Toute amélioration de la circulation se fera essentiellement par l'aménagement du réseau existant. Diverses mesures prévues au plan de circulation ont été votées: déviation d'un bus, d'un réseau principal, aménagements de carrefours difficiles, régulation des feux par un système informatique.

Urbanisme

Approbation du projet de rénovation du quartier des Halles (le P.S. a proposé un contre-projet détaillé dans ses colonnes; par M.M. Dayan et Lang, le Monde du 19 juillet).

Vote de principe en faveur du réaménagement des terrains Citroën (le Monde des 6 et 13 juillet).

tenue des affaires culturelles pour Paris jusqu'à la culture et sports étaient réunis dans une même direction). Ce directeur sera M. Marcel Landowski. Mise en place d'ateliers de création, permettant aux artistes de travailler, favorisant les rencontres avec le public, et animant les quartiers. Une expérience est actuellement tentée, axée surtout sur le domaine de l'audiovisuel. Ces ateliers fonctionneront en symbiose étroite avec le Centre Georges-Pompidou. Création d'un musée de l'affiche. Prise en charge de la restauration des orgues de Saint-Eustache. Projet de créer un musée dans la crypte de Notre-Dame, qui pourrait accueillir les statues des statues récemment retrouvées et actuellement exposées au musée de Cluny (le P.S. s'est élevé contre la suppression de subventions de la Ville de Paris à certains théâtres).

LA SÉANCE DE CLOTURE

- Les comptes de l'exercice 1976
- Les premiers budgets modificatifs pour 1977

Réuni lundi 18 juillet, le Conseil de Paris a approuvé l'envoi aux présidents des conseils généraux des départements sinistrés du Sud-Ouest d'une aide exceptionnelle de 250 000 francs. Un compte sera ouvert pour aider à l'indemnisation des victimes des inondations. Le maire a également précisé que les pompiers de Paris se tiennent prêts à se rendre sur place. Les conseillers de la capitale ont ensuite voté à l'unanimité la délibération relevant le plafond de ressources applicable à l'attribution de l'allocation - Ville de Paris - aux personnes âgées (porté à 1 175 francs par mois). A l'occasion du vote des comptes d'investissement et de fonctionnement de la Ville pour l'exercice 1976, les orateurs de l'opposition ont critiqué la gestion de la précédente majorité.

M. Schwartzbard (P.C.) a notamment déclaré: « C'est quinze millions ont été économisés; ainsi des dépenses n'ont pas été exécutées. Ce retard pris dans l'exécution d'opérations programmées en matière de logements et de équipements sociaux. Nous avons affaire à une mauvaise gestion. » M. de La Malène

(R.P.R.), premier adjoint chargé des finances, a répondu: « L'accident n'est pas dû à une mauvaise gestion. Le budget 1976 a été réalisé avec précision. Aucun dossier n'a été freiné pour des raisons financières. » De son côté, M. Chirac a souligné: « Les observateurs étrangers s'accordent pour dire que la Ville de Paris a été jusqu'à présent gérée de façon exemplaire. »

L'Assemblée municipale a également approuvé (avec les seules voix de la majorité) les budgets modificatifs d'investissement et de fonctionnement pour 1977. Le budget d'investissement 1977 est fixé à la somme de 975 millions en ce qui concerne les autorisations de programme. Les nouvelles autorisations de programme prises par la nouvelle municipalité s'élèvent à 18 millions.

Enfin, les conseillers municipaux ont approuvé la modification, en hausse, des crédits d'investissement de l'Assistance publique.

Au cours de la séance réservée lundi après-midi aux questions orales, M. Georges Dayan, conseiller socialiste des deuxième et troisième arrondissements, a protesté contre l'autorisation accordée par le maire de Paris à M. Jacques Cornil, secrétaire d'Etat, de tenir des permanences dans les mairies annexes de ce secteur. M. Dayan a déclaré:

« Si le maire de Paris ne fait pas passer cet état de choses dans la quinzaine qui vient, les élus socialistes déposeront un recours devant le tribunal administratif, car M. Dominati n'est plus ni député ni conseiller du secteur. »

M. Jean Chérioux, maire adjoint chargé de la vie locale, a répondu: « La tradition veut que les élus nationaux soient autorisés à tenir des permanences dans les mairies. Le décret du suppléant de M. Dominati crée, dans ce secteur, une situation particulière. »

A Beauvais

UN FEU D'ARTIFICE... QUI SÈME LA RÉVOLUTION !

(De notre correspondant.)

Beauvais. — Le spectacle pyrotechnique (dit « pyrosymphonie ») donné à l'occasion du 14 juillet à Beauvais (Oise) a suscité une vive polémique dirigée contre la nouvelle municipalité de gauche dirigée par M. Amalieu (P.S.). L'union R.P.R.-C.D.S. a émis du fait que les spectateurs du feu d'artifice aient eu droit à « une leçon à haute dose de propagande marxiste » et à une « soirée d'insultes » et sympathiques; les socialistes-démocrates (tendance Hintermann) ont été indignés de « l'utilisation de l'argent de tous les Beauvaisiens » au service d'une « propagande haineuse ». Le Parisien libéré, dans ses éditions locales, a publié une protestation indignée: « Ah! la belle rouge ».

La mairie de Beauvais a répliqué en diffusant l'invitation au spectacle de cette soirée. Conçu autour du thème « Le droit à la liberté », le spectacle en quinze tableaux brosse en quelques phrases déclamatoires, selon la règle du « son et lumière », les grandes révoltes de l'histoire depuis Spartacus jusqu'à mai 68. Le dernier tableau, consacré à « l'Avenir », était moins anodin dans la mesure où, faisant explicitement référence aux résultats des dernières élections cantonales et municipales, il affirmait notamment: « Le peuple de France veut que l'Etat soit au service des hommes, des femmes et des enfants de France et non des monopoles d'un monde capitaliste écrasant de dirigisme », ou encore: « OUI, le peuple n'a qu'à servir le poing pour savoir combien il est invincible. »

Si dans l'ensemble cette « leçon d'histoire » rassurait plus à un recueil de maximes choisies puisées dans les manuels scolaires qu'à un discours politique moderne, les conditions de la mise en scène — exécution aux dires de tous — ont jeté l'émotion chez certains, habitués à plus de platitude en pareille occasion.

A huit mois des élections législatives le feu d'artifice du 14 juillet lui-même n'est pas innocent. — M.L.

• Environnement et vie quotidienne

PROPRETÉ DE PARIS. — Expérience de collecte en sacs des ordures ménagères dans les quatre premiers arrondissements. Premier bilan à la fin de cette année, pour décider ou non de la généralisation de cette méthode. Crédits destinés à lutter contre l'affichage sauvage.

Opération de nettoyage intensif dans certaines voies parisiennes par l'action coordonnée de plusieurs services (nettoyement, centre d'action pour la propreté de Paris, parcs et jardins, police).

SÉCURITÉ. — Sécurité dans les parcs par la création d'un corps de vigiles, la mise en place de signaux d'alarme. (La gauche a protesté contre la « création d'une milice privée » et le renforcement de l'éclairage dans 109 kilomètres de voies parisiennes.)

DÉCENTRALISATION. — Décentralisation dans les mairies annexes de certaines formalités administratives: délivrance de cartes d'identité, passeports, cartes grises. Ce réseau, fondé sur l'information, fonctionne déjà dans dix arrondissements. Il sera étendu à tout Paris d'ici la fin de l'année.

Vote de principe en faveur de la décentralisation de la justice, par la mise en place de permanences juridiques au niveau des mairies d'arrondissement.

• Action culturelle

PROCHAINE NOMINATION. — Le maire va nommer un directeur de la B.S.A.C.

L'A.R.B. SUSPEND LES ACTIONS DE SA « BRIGADE ANTICOMMUNISTE »

Jugeant « puériles » les accusations portées contre lui par le bureau politique du Front de libération de la Bretagne, qui dénonçait en ses activités « de troubles manœuvres de provocation » (le Monde du 23 juin), le « Kuzul Meur » (grand conseil) de l'« armée républicaine bretonne » (A.R.B.) annonce qu'il suspend toute action de la B.S.A.C. (Brigade bretonne anticommuniste) jusqu'en mars 1978, hormis cas exceptionnels qui seraient signalés et revendus comme tel.

L'A.R.B. ajoute qu'elle « n'accorde d'authenticité, comme bureau politique, qu'au comité de la Bretagne libre de Dublin (Ire), et de représentation réelle qu'à son secrétaire général, Yann Goulet ».

lisez la vie sexuelle de robinson crusoé de michel gall aux éditions jean-claude simoen

tes-vous préoccupé de vous l'homme ou la femme de votre vie, votre patron, vos parents ? Si vous répondez oui, vous avez besoin de lire ce livre. (2 millions d'exemplaires vendus dans le monde) VOS ZONES ERRONEES par W. DYER TCHOU

lisez la vie sexuelle de robinson crusoé de michel gall aux éditions jean-claude simoen

La Pompadour SOLDE SA COLLECTION robes, ensembles, manteaux robes longues, tuniques, blazers, impers etc GRANDES TAILLES du 42 au 60 32 bis, Bd HAUSMANN 10^e arrondissement Paris

OFFICE MUNICIPAL DE CANNES DANS LE CADRE DES NUITS DE LÉRINS STAGES DE JEU DRAMATIQUE POUR LES 18-29 ANS (Quelques places encore disponibles) Au mois d'août, le vieux fort génois de l'île Sainte-Marguerite accueillera lors de stages de reconstruction, de vola, de plongée et de jeu dramatique de jeunes adultes de tous les pays âgés de 18 à 29 ans. Le stage de JEU DRAMATIQUE, qui se déroule dans le cadre des NUITS DE LÉRINS: spectacles de danse, d'opéra, de théâtre, est animé par le comédien metteur en scène BERNARD FONTAINE. Il s'adresse à toutes les personnes intéressées par la pratique du spectacle et par l'approche de la formation individuelle du comédien. Il se déroule du 3 au 16 août, à raison de 4 heures de travail par jour avec un programme: des réflexions sur le théâtre, les ballets, le théâtre avec les auteurs et des œuvres présentées aux NUITS DE LÉRINS, le contact avec les artistes, en l'occurrence Jean-Claude DROUOT, André THÉRENT, Serge LIPAR, Michel DENARD, les techniciens, les metteurs en scène, les décorateurs, et l'étude des différents métiers du spectacle. Les stagiaires participeront à des cours de défilage corporel, d'initiation au mime; ils apprendront à parler, à se mouvoir et à évoluer en public. Les jeunes gens participeront à la vie collective du fort et, en dehors de leur propre stage, prendront part aux diverses activités créatives et d'animation offertes à tous les stagiaires se trouvant sur le fort et incluses dans le prix du séjour: poterie, amuz, endo-kayak, tennis de table, volley, pêche, initiation à l'écologie, aquariologie, foyers avec barbe. Le soir, les distractions ne manquent pas: films, diapositives, séances-débat, bibliothèques, danse, guitare et, bien sûr, les répétitions et les spectacles. PRÉSENTATION DES NUITS DE LÉRINS Juillet: Les 23 et 24 juillet: « LES BARBES DE SEVILLE », opéra, avec Mady BEAPLE et l'Orchestre de l'OPERA DE MARSEILLE. Août: Le 6 août: « LE TRIOMPHE DE L'AMOUR », pièce de théâtre avec Jean-Claude DROUOT, François MAISTRE, Maryvonne SCHULTZ, mise en scène André THÉRENT. Les 9 et 10 août: « NUIT DE LA DANSE », chorégraphie LIPAR-BEAPLE, avec Michael OSMOND, Jacqueline RAYET. Dimanche KHALFOUNI, premiers danseurs-étoiles de l'OPERA DE PARIS. Pour tous RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS s'adresser: OFFICE MUNICIPAL DE LA JEUNESSE, 2, quai Saint-Pierre, 06000 CANNES - Tél.: 38-21-16 et 39-41-20 (poste 308).

LSC RADIOALICE RADIO LIBRE Préface de Félix GUATTARI 25f jean-pierre delage

actuellement LA BOUTIQUE DU DRESSEL ANTE LITEE

EQUIPEMENT

DÉBAT Faut-il modifier le système de rémunération des ingénieurs de l'État ?

Faut-il modifier le système de rémunération des ingénieurs de l'État, notamment lorsque ces derniers travaillent pour les communes ? Le Monde des 16 et 17 avril a fait état de ce débat. Les propositions du rapport Martin. Des organisations syndicales ont réagi dans le Monde des 25 et 26 juin. Le Syndicat national autonome des ingénieurs des ponts et chaussées et le Syndicat national des ingénieurs des travaux publics de l'État ont apporté à leur tour leur point de vue dans ce débat.

Il faut d'abord préciser que la loi du 28 septembre 1948 a rétabli des dispositions antérieures supprimées par le gouvernement de Vichy, en 1941. Le concours des ingénieurs des services publics est autorisé exclusivement pour les équipements collectifs et ouvrages d'intérêt public. Chaque intervention fait l'objet d'une autorisation particulière (pas forcément accordée) délivrée par le ministre ou le préfet.

Par leur implantation territoriale diffuse et leur présence permanente auprès des collectivités locales, notamment celles de faible ou moyen importance, les services techniques de l'État sont à même de leur apporter une collaboration précieuse dont elles sont le plus souvent satisfaites, et c'est donc très naturellement qu'elles font appel, pour la réalisation de leurs travaux, à ces services qui sont d'ailleurs irremplaçables dans bien des cas, et en particulier dans de nombreux secteurs géographiques.

En dépit de ces imperfections, qui peuvent être corrigées, ce système engendre un type de relations particulièrement ouvert et dynamique entre les élus et les ingénieurs maîtres d'œuvre, qui ne pourrait exister si l'administration et ses ingénieurs étaient confinés dans une stricte fonction de contrôle, certes indispensable, mais sclérosante pour le contrôle et contraignante et mal perçue pour le contrôlé.

En conclusion, il nous paraît que, dans le contexte administratif actuel, le principe des activités accessoires des services techniques de l'État ne doit pas être supprimé, ainsi que l'a confirmé dans son rapport au premier ministre M. Martin, ancien président de la section des travaux publics au Conseil d'État.

Pour ce qui concerne les honoraires versés au fonds de concours national, il faut distinguer le calcul de leur montant, le mode de répartition entre les fonctionnaires concernés et le niveau de rémunération des ingénieurs obtenus par ce système.

Dans l'immédiat, les ingénieurs de l'État acceptent la réforme proposée par le rapport Martin. Elle devrait apporter un certain nombre de correctifs aux imperfections du système actuel. Elle permettrait l'actualisation des rémunérations des services techniques de l'État, qui n'ont pas été modifiées depuis près de vingt ans. Elle résoudrait l'écart de rémunération avec les bureaux d'études et entreprises privés. Elle apporterait aux interventions de l'ingénierie publique l'esprit de la réforme de l'ingénierie privée (coût d'objectif, abatement sur la rémunération en cas de dépassement de ce coût).

Le système de répartition des indemnités par des textes réglementaires, particulièrement et d'ailleurs publiés dans les bulletins officiels du ministère, ne conduisent à répartir automatiquement au moins deux fois plus qu'au service de l'État, la rémunération de l'ingénieur du solde est réservée essentiellement, et en tant que besoin, à régler des problèmes particuliers et est soumise pour avis à une commission locale où chaque catégorie de personnel est représentée. Il ne paraît pas aberrant que l'examen des cas individuels soit fait par une commission de hauts fonctionnaires de même grade, mais est éventuellement en fait très exceptionnellement utilisé.

Compte tenu de ces divers éléments et du rapport des indemnités accessoires au traitement principal, le revenu global des ingénieurs de même grade et de même ancienneté, occupant des fonctions identiques, n'exécute pas en pratique le rapport de 1 à 1,5. Ces précisions nous semblent de nature à atténuer le caractère excessif d'une présentation des rémunérations qui, limitées aux « honoraires », pourrait laisser croire à des disparités injustes et arbitraires.

Malgré l'existence de ce régime à recrutement, compétence et fonctions équivalents le revenu moyen des ingénieurs de l'État subit un écart minimum de 30 à 40 % avec ceux des ingénieurs du secteur national et privé, comme le montre une étude récente parue dans l'Expression du mois de juin. A titre d'exemple, il apparaît qu'un ingénieur d'un ingénieur des T.P.E., après cinq années de fonctions dans des postes de responsabilité, ne perçoit au titre de son traitement principal que 4 500 francs par mois aux conditions économiques de janvier 1977. L'examen du traitement d'un ingénieur des ponts et chaussées ferait apparaître un résultat semblable.

En définitive, les syndicats d'ingénieurs du ministère de l'équipement estiment que si le maintien du principe de leurs activités pour le compte des collectivités locales est souhaitable dans l'organisation administrative actuelle, il devient par contre nécessaire de revoir le système des rémunérations dans une triple perspective :

- 1) Nécessité d'assurer aux fonctionnaires un revenu équivalent à celui de leurs homologues des secteurs parapublic et privé ;
- 2) Nécessité de garantir un revenu qui ne serait plus soumis à des déclarations conjoncturelles ;
- 3) Nécessité d'incorporer dans les formes de rémunération dans l'assistance des revenus servant de base au calcul des pensions de retraite.

4 500 F par mois

L'examen des rémunérations accessoires doit être replacé objectivement dans le contexte général des traitements des fonctionnaires de l'État, et il est nécessaire de comparer les revenus globaux : traitement principal plus indemnités accessoires.

A cet égard, il est exact que depuis 1948 les traitements principaux des ingénieurs de l'État n'ont pas suivi la progression constatée, toutes choses égales par ailleurs, pour d'autres catégories de fonctionnaires, leurs demandes de reclassement ou d'amélioration des statuts ayant toujours été freinées en raison de l'existence des rémunérations accessoires. A titre d'exemple, une étude faite en 1972 a mis en évidence que, malgré les « honoraires », le rapport entre les revenus globaux des cadres techniques et administratifs de l'État n'était pas privé, ce qui détruit l'impression d'inégalité qui pourrait apparaître à la seule comparaison des rémunérations accessoires.

S'il est vrai que des différences « géographiques » existent pour des personnels d'un même grade, il faut préciser que, du fait d'une répartition nationale, l'éventail entre services est ramené dans un rapport voisin de 1 à 2. L'intérieur d'un même service, l'application des coefficients individuels fixés par les textes peut conduire dans des cas extrêmes à un rapport de 1 à 2 pour des fonctionnaires de même grade, mais est éventuellement en fait très exceptionnellement utilisé.

A PROPOS DE... LA CRISE DE LA CONSTRUCTION NAVALE

L'État pousse au mariage

Le gouvernement doit fixer, ce mardi 19 juillet, au cours d'une réunion interministérielle le régime des aides financières qui sera appliqué par l'État aux chantiers navals. Ce secteur connaît dans le monde entier une grave crise à laquelle la France, qui occupe dans cette branche trente mille salariés, n'échappe pas puisque son carnet de commandes s'est dégonflé en 1976 de 22 % par rapport à 1975.

Si de nouvelles commandes ne sont pas enregistrées dans l'immédiat, des ruptures de plans de charge et un sous-emploi inquiétant de la main-d'œuvre apparaîtront à partir du printemps 1978.

Le gouvernement est conscient de ces difficultés mais il n'a pas cessé d'intervenir jusqu'à maintenant car les résultats financiers de 1976 sont encourageants pour la quasi-totalité des grands chantiers des bénéfices confortables ; ces bénéfices correspondent à la livraison de navires commandés dans les années 1972-1973, à une époque où le marché était très soutenu. Aujourd'hui, en revanche, les chantiers « seraient prêts à tout » pour prendre des commandes.

L'Etat a exigé, de plus, que la profession présente un programme de restructuration industrielle et financière. Il a lié son aide à l'application de ce plan de regroupement, ce qui a provoqué de la part de certains chefs d'entreprises concernés des jugements très sévères sur les erreurs, l'incompétence et l'irresponsabilité « des pouvoirs publics et des technocrates ». « Considérer la restructuration comme un préalable à l'institution d'un régime d'aide exceptionnel revient à inverser l'ordre des priorités », a dit M. Edouard Revol, président des Chantiers navals de La Ciotat et président de la chambre syndicale.

Après une « escalade » entre les pouvoirs publics et les professionnels qui a duré plusieurs mois, il semble que la situation se soit aujourd'hui quelque peu détendue. Les six grands et moyens chantiers mettent au point un projet de regroupement en deux ensembles. Le premier rassemblerait les Chantiers de La Ciotat, de France-Dunkerque et peut-être la Société des Ateliers et chantiers du Havre et de La Rochelle-Pallice. Dans le second

groupe d'importance et peu près comparable, seraient associées Alsthom-Atlantique, les Constructions navales et industrielles de la Méditerranée (C.N.I.M.) et Dubigeon-Normandie.

Ces rapprochements ne draient toutefois pas la forme de liaisons mais celle de participations croisées au capital, ou la création de holding financier. On sait qu'un projet est prêt d'une prise de participation de 37 % de Alsthom Atlantique dans les C.N.I.M. mais il ne se réalise que « sous réserve d'une aide importante de l'Etat ».

Sur le budget de l'Etat, l'aide à la construction navale représente chaque année une enveloppe d'environ un milliard de francs, constituée quasi exclusivement de ce qu'on appelle la garantie de prix, c'est-à-dire un « deuxième » ou « troisième » prix de revient en plus ou en moins de la livraison. Pour aller plus loin et pour se rapprocher des politiques unitaires décidées par ses principaux partenaires européens, le gouvernement français compte non seulement maintenir ce régime à des conditions avantageuses, mais faciliter les crédits aux pays en voie de développement qui passeraient des commandes en France.

L'Etat envisage surtout de rétablir l'aide de base, c'est-à-dire la subvention (supprimée le 1^{er} janvier 1978) et de la fixer à 15 % au minimum du prix du navire à la commande. En même temps, l'aide aux petits chantiers qu'en décembre dernier on avait fixée à 10 % serait, elle aussi, relevée.

Des contraintes budgétaires du plan Barre ou de la sauvegarde de l'industrie française, quelle sera la priorité « la plus prioritaire » ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

PÊCHE

LES « NEUF » CONCLUENT UN ACCORD PROVISOIRE SUR LE HARENG

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — La discussion sur les droits de pêche attribués à chacun des Etats membres de la C.E.E. dans la zone de 200 milles communautaires n'a pas progressé d'un pas lors de la session ministérielle réunie lundi 18 juillet à Bruxelles. Les Neuf se sont bornés à prendre une décision de procédure : une réunion ministérielle spéciale, consacrée à la pêche, se tiendra les 24 et 25 octobre à Luxembourg.

Il est tout à fait intéressant à noter que la nécessité de parvenir à définir alors un nouveau régime interne. C'est toujours le problème de la répartition des droits de pêche au large des côtes anglaises et irlandaises — les plus poissonneuses — qui sollicite le plus de discussions. Les Islandais continuent à réclamer une zone de pêche exclusive de 50 milles au large de leurs côtes. Les Britanniques, au moins en apparence, font preuve d'une certaine souplesse : ils se déclarent prêts à renoncer, au moins partiellement, à la notion de zone exclusive, mais à la condition que leurs pêcheurs se voient reconnaître, par un autre biais, un moment de la répartition des quotas, une situation nettement privilégiée.

En revanche, les Neuf se sont mis d'accord pour interdire, jusqu'au 30 septembre prochain, la pêche au hareng dans la zone communautaire de la mer du Nord, entrainant ainsi la décision prise antérieurement par la Grande-Bretagne le 1^{er} juillet. Mais cet accord n'est qu'un demi-succès puisque deux propositions étaient sur la table de négociations : une interdiction totale de la pêche au hareng jusqu'au 31 juin 1978 proposée par la Commission de la C.E.E., ou la fixation de quotas très limités pour les Etats membres qui s'étaient proposés le gouvernement de Copenhague.

• R.F.A. : 6 800 KILOMETRES D'AUTOROUTES EN 1980. — Le gouvernement ouest-allemand construira d'ici à 1980, 1 340 kilomètres supplémentaires d'autoroutes et élargira à trois voies 470 kilomètres d'autoroutes déjà en service, annonce le ministre de la circulation à Bonn.

L'Allemagne de l'Ouest disposera alors de 6 800 kilomètres d'autoroutes. — (A.F.P.)

ENVIRONNEMENT

LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE CHERBOURG REFUSE LA CENTRALE DE FLAMANVILLE

(De notre correspondant.)

Cherbourg. — La centrale nucléaire de Flamanville de l'agglomération de Cherbourg, au Nord-Cotentin (S.D.A.U.), c'est ce qu'a décidé, lors de sa dernière réunion, le nouveau conseil de la communauté d'agglomération de Cherbourg (à majorité socialiste) en refusant la modification qui aurait permis de rendre légale la réalisation de ce projet qui divise la population du cotentin. Le vote, acquis à l'unanimité, ne remet cependant pas automatiquement en cause la construction de la centrale de Flamanville. Mais comme la communauté urbaine de Cherbourg représente à elle seule plus du quart de la population concernée, par le S.D.A.U., la décision finale devra être prise par décret après avis du Conseil d'Etat. Celui-ci sera donc amené prochainement à examiner le nouveau schéma d'aménagement.

Dans la résolution qu'il a adoptée pour motiver sa décision, le conseil indique que son refus d'inscrire la centrale de Flamanville au S.D.A.U. du Nord-Cotentin, s'appuie sur l'absence d'un véritable débat démocratique à propos du programme nucléaire français et sur le manque de garantie du projet en matière de sécurité. Ce n'est donc pas tant la centrale elle-même qui est visée que le programme nucléaire. Le gouvernement, dit M. Louis Darinot, député de la Manche (P.S.) et maire de Cherbourg et président du conseil de la communauté urbaine, a en effet obtenu qu'une résolution jugée « trop anticoncéssaire » soit abandonnée au profit de celle — beaucoup plus nuancée — qu'il défendait et dans laquelle le conseil prend la précaution de se déclarer « non hostile à l'utilisation de l'énergie nucléaire civile ».

Pendant ce temps, et en dépit de la décision de la communauté urbaine de Cherbourg, les travaux continuent à bon rythme sur le site de Flamanville. — (Télémin.)

Le virage de la Forclaz

De notre envoyé spécial

Chamonix. — Le col de la Forclaz, un obstacle où s'illustrèrent Anquetil, Poulidor et Pinguet, a donné lieu, lundi 18 juillet, aux premiers essais de la saison. Le Tour de France, qui trouve enfin son rythme sportif. Sur ces pentes de fort pourcentage — 1100 m de dénivellation en 13 kilomètres — le démarrage de Zoetemelck, la riposte de Van Impe et le contre de Thévenet ont ouvert dans le peloton une brèche que Thureau est parvenu à colmater mais que Merckx n'a pu réduire.

L'Allemand a gagné au sprint à Chamonix après avoir rejoint le groupe de tête dans la descente vers Vallorcine. Le Belge a perdu, pour sa part, 2 min 37 sec. et, à moins d'un contre de théâtre, il a aussi perdu la possibilité de remporter l'épreuve une sixième fois. Son expérience et sa volonté n'ont pas pesé du même poids que la jeunesse et l'enthousiasme de son adversaire, distancé comme lui à 6 kilomètres du sommet.

Il n'y a pas si longtemps, Merckx aurait eu ce sursaut qui a permis à Thureau de renverser une situation momentanément compromise. Mais son punch s'est épuisé, sa résistance s'est amoindrie et, de surcroît, il est souffrant depuis deux jours. Ce qui donne à penser que ce champion exemplaire, septième au classement général à 3 min 02 sec de Thévenet, n'occupe pas aujourd'hui sa vraie place.

La lutte reste très ouverte puisque les quatre premiers du classement général — Thévenet, Thureau, Van Impe, Kuiper — sont toujours groupés en 49 secondes, et que Zoetemelck, quatrième, ne compte que 1 min. 13 sec. de retard. Tout doit se jouer désormais en deux temps : dans la montée de l'Alpe-d'Huez d'abord, dans l'exercice contre la montre de Dijon ensuite : une étape relativement longue (50 kilomètres) qui risque de modifier l'ordre établi, à quarante-huit heures de l'arrivée.

Notre longue patience sera-t-elle récompensée ? Après deux semaines de course et trois mille kilomètres, le Tour revient à son rythme intéressant. On n'est plus l'espérer.

JACQUES AUGENDRE.

VOILE Cowes-Dinard en préface à l'Admiral's Cup

Parmi les deux cent cinquante concurrents qui viennent de disputer Cowes-Dinard se trouvaient de nombreux bateaux qui participent, à partir du 28 juillet, aux cinq épreuves de l'Admiral's Cup. Les résultats de cette course font donc l'objet d'un examen attentif.

Certes, compte tenu des marées et des « passages à niveau », Cowes-Dinard laisse une large place à la chance, surtout lorsque le vent est faible comme ce fut le cas. Il reste que le palmarès peut procurer quelques-uns des dix-neuf pays engagés dans la Coupe, à commencer par la Grande-Bretagne.

En effet, en classe I, Moonshine est le seul bateau de l'équipe autrichienne ! Morang - Cloud, à Edward Heath, non retenu également, termine troisième devant bien des voiliers admis à l'honneur de représenter leur pays.

La France peut se réjouir de voir, une fois encore, l'évolution l'emporter en classe II. Ce sera évidemment le bateau vedette de l'équipe française et l'un des plus en vue de l'Admiral's Cup.

Le fait le plus marquant de Cowes-Dinard est sans doute la démonstration fournie par des équipes qu'on aurait tort de considérer comme de second plan. Premiers en classe I, l'Autriche est quatrième en classe II Hong-Kong obtient la quatrième place en classe I et la deuxième en classe II. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis trouveront à parler à la fin de ce mois.

YVES ANDRÉ.

Papy

De notre envoyé spécial

Chamonix. — Il est comble, Papy. Pensez donc : quarante ans qu'il attendait ça, sans rien dire, fidèle mais discret. Puis un beau jour, c'est venu, comme dans son rêve. Il est monté dans la voiture. Cyrille conduisait. Et lui, Papy, il a vu. Il a tout vu : les gars sur leur vélo, le peloton, la foule, les pancartes. Il a tout entendu : Cyrille qui papote, le mécano qui s'amusait, Radio-Félicité qui nasille. Il a tout vu : même le petit qui est tout seul et qui a tenu bon jusqu'au bout. Ce n'était plus le 56, c'était Ouillem. Quelle fête !

Papy est rentré en coulisses, maître dans son royaume. Désormais, il peut songer à la retraite, sans regret : il a fait les avant-scènes au soir de générale. Roland Mignot, soixante-quatre ans, trente-cinq Tour de France, sait maintenant ce qu'il se passe sur la route quand il n'est plus là. C'était il y a trois jours dans les bosches du Jura : il ne l'oubliera pas. Le triomphe modeste, la joie timide, il est retourné à ses pommades. Il s'efforce, il pétille, il triomphe. Et il crie quand les nerfs s'affaiblissent, ça quand le moral est en baisse, bichonne quand tout est au beau fixe.

La mère poule des « Gitanes » fête le farfel de la France cycliste depuis qu'en 1936 un certain Pélissier l'a présentée au « père Desgranges », l'inventeur du Tour Pas un laus bond en quarante et un ans de service, et toujours le même air qui vous regarde sous cape mais derrière la mouche bouton à vocation de fumoir. Le moindre pincement aussi, qui naissent gros comme une lentille en ces parties sensibles qui froissent le bec de selle, se transforment en abri si Papy n'y prend garde.

Il s'est marié au Tour et ne veut plus le quitter. Il pourrait bien, pourtant. A Paris, se clien-

tié est assurée. Mais — ceux de la haute — qui viennent chez lui soigner leur cellulite sont assez riches pour prendre de longues vacances. Alors, avant en profiter, il a connu longtemps, dans un cercle des beaux quartiers, les grands, les banquiers, les deux cents familles et autant de nobiliaux qui s'étaient retrouvés sur la jante mais gardaient des principes. Ici, pendant trois semaines, c'est plutôt la route, mais tout nu sur la table, où est la différence ? Il sait ce que c'est, la souffrance sur deux roues, lui qui n'est là que pour la faire oublier. « Les footballeurs à côté de ça, c'est de la rigolade. Ils boivent, ils fument, ils. Des charlots, quoi ! »

Solennel, c'est son titre, mais Papy est tout autant cuisinier et déménageur. Levé vers les 5 heures, quand les coureurs partent en milieu de matinée, il remplit ses jidons et prépare ses musettes, réveille la troupe et la met à table avant de la mettre au sec. Après quoi « le vogue la galère », lui, fait les bagages, charge la camionnette et prend les raccourcis pour gagner la prochaine étape. Il y arrive deux ou trois heures avant les « petits ».

Le temps de décharger, de trouver des chambres au calme, de faire le plein chez le pharmacien, et ils sont là, sur la table, les jambes lourdes et les reins en compote. Entre les pommades de Papy. Oies lui encore après trois heures de pédales que la Tour prend des allures d'hypermarché ambulante, et il vous fera faire gentiment, le temps de jurer ses grands dieux et sur ses quarante ans de métier, que s'il y a des marchands de soupe, même haut placés, ses petits gars, quand ils grimperont à un creux, « ils n'ont pas l'air de boutiquiers ».

DOMINIQUE POUCHIN.

D'un sport à l'autre...

CANOE-KAYAK. — Les Français Catherine et Gérard Mollard ont gagné, lundi 18 juillet, l'épreuve des patres « canadiennes » mixtes dans les championnats du monde de canoë-kayak, qui se disputent à Spittal (Autriche).

ESCRIME. — Une étudiante en éducation physique du Spartak

de Moscou, Valentina Sidorova, est devenue championne du monde du fleuret féminin, lundi 18 juillet, à Buenos-Aires. Elle devance sa compatriote Elena Belova et la championne olympique, la Hongroise Ilseko Szorényi. La Française Véronique Trinquart est cinquième.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 800 et +	40,00	45,76	
(le ligne colonne)	42,00	48,04	
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29	
CAPITAUX D.C.	70,00	80,08	

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MOIS	40,00	45,76
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ENTREPRISE DE MECANIQUE FABRIQUANT DES PIÈCES DE SÉRIE
propose un **Chef du service méthodes**

Nous cherchons un candidat :

- Ingénieur ayant déjà une expérience pratique, une préférence acquise en atelier.
- Un homme ayant le sens des responsabilités et capable de diriger efficacement son équipe.
- Ayant de bonnes connaissances dans l'emploi des machines outils.

Nous offrons :

- Un cactus : il y a une situation difficile à remettre sur ses rails.
- Un travail très vivant dans une entreprise qui se développe, leader de sa branche en Europe.
- La vie dans une ville moyenne à moins de 100 km de Paris, dans une région agréable.

Ecrire C.V. et prétentions s/réf. 8758 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris. Cedex 03 qui transmettra.

Société 250
100 km de l'Atlantique, recherche

INGÉNIEUR ELECTROMECANICIEN
I.E.G. ou EQUIVALENT. ANGLAIS INDISPENSABLE. Ce poste, directement rattaché à la direction technique, aura la charge, dans le cadre du produit (appareils de palette), de coordonner les projets, de diriger les équipes de fabrication, de contrôler la qualité et de l'assistance clientèle. Le candidat devra être un jeune ingénieur ayant une formation technique et une expérience industrielle.

Ecr. C.V. et prétentions s/réf. 8758 à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris. Cedex 03 qui transmettra.

Une Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Ouest

cherche un **CHEF DE DEPARTEMENT INFORMATIQUE**

Rattaché à la Direction, il doit être capable de s'imposer à un service de l'Etat, de diriger une équipe technique et de gérer les projets informatiques. Sa compétence technique et son sens de la responsabilité sont indispensables.

Il doit notamment :

- la gestion de l'exploitation
- la réalisation de projets
- la gestion des négociations avec les constructeurs.

Une expérience de la réalisation d'un projet informatique est un atout supplémentaire.

Envoyer votre lettre (lettre, CV, photo) à : **INFORMATIQUE ET ENTREPRISE** en recrutement 9 rue d'Alsace 93100 Paris

CENTRE DE RECHERCHES
pour son Institut d'ANATOMOPATHOLOGIE

VÉTÉINAIRE DOCTEUR 3^e CYCLE BIOLOGIE
(exper. préalable histopathologie indispensable). Il doit assurer la lecture et la responsabilité du laboratoire de biologie et de l'enseignement.

La C.V. doit être présentée à SWEETS B.P. 200, PARIS CEDEX 07, s/réf. 8758 qui transmettra.

Importance des installations de Manutention continue (88)

INGÉNIEUR D'AFFAIRES
- ENSI - de valeur. MISSION : projets de machines et installations de manutention, devis, négociations, etc. avec Engineering, sociétés militaires, particuliers, etc. Déplacements courts. Expérience souhaitée : une dizaine d'années, projets ou installation d'installations de manutention, S.E. trav. neuf. Entretien des machines, Mines, Industries lourdes. Anglais parlé.

Poste d'avenir, rémunération motivante. Adresser C.V. détaillé à : **INFORMATIQUE ET ENTREPRISE** en recrutement 9 rue d'Alsace 93100 Paris

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE CAEN

INGÉNIEUR

Etudes électroniques ou S.A. - T.V.

ayant quelques années d'expérience industrielle, capable de guider un

DEPARTEMENT DE RECHERCHE
travail ou lancer un projet

Ecrire à : **INFORMATIQUE ET ENTREPRISE** en recrutement 9 rue d'Alsace 93100 Paris

emplois internationaux emplois internationaux

We are a major U.S. Corporation with a multi-million dollar Product in hand for the realization of a vertically integrated TV, Radio, stereo manufacturing complex in a country in North Africa. We are expanding our training facilities in that country. The program will provide over 1000 trainees for administrative and skilled positions in a period of almost 4 years. To be involved in this development program, an industrial-training manager is sought to be assigned.

TRAINING SCHOOL DIRECTOR

The candidate should be experienced in managing a large factory training school and preferably, will have overseas experience in a developing country.

also need a capable, motivated person who has developed vocational training programs covering a variety of jobs. The emphasis is on industry related jobs. The position is

CURRICULUM COORDINATOR

will be responsible to the Director for developing and work-shop training programs based on the needs of the complex.

For these challenging positions, there is need of ability to lead skillfully a people of overcoming difficulties and adaptability to new situations at a high degree.

A C.V. with photograph, salary requirements and stated position applied for should be forwarded in confidence to Pierre S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris. Cedex 03 who will forward - No 6695

GTE INTERNATIONAL
INCORPORATED

manager, cost accounting

5-8 years experience in Manufacturing Cost Accounting at plant level, previously in Electronics field. Degree, Fluency in French and English.

administration manager

5-8 years experience in Manufacturing capacity in Manufacturing Facility. Degree.

Excluding multi-million dollar contract to initially operate a unique manufacturing plant in Algeria. The plant will produce TV's, cassette, stereo, and related products.

Successful candidates will be assigned to the plant site in Sidi-Bel-Abbes, Algeria in a period of 3 months. French fluency required.

Excellent starting salary and benefits with overseas allowance package.

Send including salary requirements to : **GTE INTERNATIONAL** Personnel Dept. - 32 Third Avenue - Burlington, Massachusetts 01803 - USA

LE CRÉDIT AGRICOLE MUTUELLE DU SUD-EST A LYON-9^e

DEUX INGÉNIEURS

Ingénieur Informatique équipé d'ordinateur IBM système OS/VS 1 moniteur T.P.I.M.S.

Ingénieur système exploitation.

Mission : études techniques, études de performances, et mise en place de matériels.

Ingénieur pour service informatique : normalisation des procédures, conseils à l'analyse et à la programmation de produits informatiques.

Adresser lettre, C.V., photo, publipost, à : **G.T.E. I.M.S.** du 85-86 - B.P. 200 Lyon 9 - 69620 Lyon Cedex 03

Groupement Vente, Exportation, spécialisés dans le BOIS

LE DIRECTEUR COMMERCIAL

son développement et son expansion.

- Il doit être fait des études et prévoir les contacts nécessaires pour découvrir les marchés potentiels, tant pour les produits actuels de la gamme que pour ceux pouvant rapidement s'y ajouter.
- Il négocie les contrats.
- Il met sur pied et anime le réseau de vente et il conçoit les actions publicitaires et promotionnelles nécessaires.
- Il assure en outre la Direction administrative (finances) et en même temps la gestion de la production et de la logistique.
- C'est un homme dynamique, capable de prendre l'initiative et ayant le sens des contacts.
- Il doit être capable de diriger une équipe.
- Age : 35 ans minimum.
- Il doit être capable de travailler dans un environnement international.
- Il doit être capable de travailler dans un environnement international.
- Lieu de travail : SUD-OUEST.

Envoyer C.V. et prétentions au n° 8758 à : **REGIE-PRESSE**, bis, rue Beaumais, 75001 Paris (2^e).

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE
recherche le

directeur général
de sa filiale au CAIRE.

Pour ce poste il est nécessaire :

- d'être capable de travailler en anglais,
- d'être très capable de l'organisation et la gestion d'une banque autonome,
- d'avoir une solide expérience du montage et la négociation des crédits.

Il est souhaitable de parler arabe.

Envoyer C.V., et manuscrite, photo s/réf. M 718 B.F. MAZEAU - 83 av. Charles de Gaulle - 92110 NEUILLY qui transmettra.

INGÉNIEUR OUVRIERS D'ART
spécialisés en les techniques des PONTS PRÉCOTAINTS ET METALLIQUES

Ingénieur diplômé avec une expérience professionnelle de 10 ans minimum acquise pour partie à l'étranger. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est une condition indispensable. Les ingénieurs intéressés doivent envoyer leur C.V. + photo (format A4) à : **L.T.P.** 41, bd Bonne-Nouvelle, 75001 Paris, qui transmettra.

BUREAU D'ETUDES
Economie et Commerce. Ingénieur diplômé en contact avec le monde industriel. Ingénieur diplômé en contact avec le monde industriel.

INGÉNIEUR ETUDES PLANNING URBAIN
L'ingénieur recherché, grande école, a une expérience professionnelle minimum 5 ans en études de planification, la pratique de l'anglais est une condition indispensable. L'ingénieur doit être capable de travailler à l'étranger. Les ingénieurs intéressés doivent envoyer leur C.V. + photo (format A4) à : **L.T.P.** 41, bd Bonne-Nouvelle, 75001 Paris, qui transmettra.

DUMÉZ SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS

recherche pour assurer la scolarité des enfants de son personnel expatrié

ENSEIGNANTS FORMATION UNIVERSITAIRE SCIENTIFIQUE

Anglais (lu et parlé) indispensable. Expérience enseignement secondaire.

POSTES A POURVOIR AU MOYEN-ORIENT
POUR ENVOIER IMMÉDIATEMENT

Fonctions : répétiteurs toutes disciplines auprès des enfants du personnel français, inscrits au G.N.T.E. pour lesquels les mathématiques demandent une maîtrise particulière.

Adresser lettre de candidature + curriculum vitae détaillé + photo et prétentions à : **DUMÉZ**, 325/345, av. Georges-Clemenceau, 92000 NANTERRE. NE PAS TELEPHONER. INGENIEURS D'ENTREPRISE

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE
recherche

pour l'un de ses chantiers (300 personnes) dans le SUD-OUEST de la FRANCE

UN CHEF DE PERSONNEL

ayant une expérience pratique dans la construction.

Il assurera l'intégrité de la main-d'œuvre.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous n° 8758 à : **REGIE-PRESSE**, bis, rue Beaumais, 75001 Paris, qui transmettra.

T.P. AFRIQUE
recherche pour le développement des activités en AFRIQUE, une importante Entreprise T.P. (5.000 personnes) pour travaux

RESPONSABLE de CHANTIER

Ingénieur ou technicien de Travaux, ayant acquis une solide expérience de la conduite d'importants chantiers, si possible à l'étranger. Représentant les intérêts de l'Entreprise dans les Pays concernés, il doit prouver ses aptitudes à la négociation, en même temps que sa capacité d'animation et d'indépendance à la tête d'un chantier.

de l'Anglais INDISPENSABLE. Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 8758 à : Cabinet Jean-Claude MAURICE Conseil en Gestion du Personnel 42, rue Legendre - 75011 PARIS

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES 296-15-01

FRANÇAISE MULTINATIONALE
recherche pour ses succursales SUÈDE, BRÉSIL, etc.

3 INGÉNIEURS
pour Direction Technique-Commerciale pouvant aboutir rapidement à la Direction Générale.

Profil :

- une expérience en mécanique ou en électricité,
- une connaissance de Français ou de l'Anglais et de la langue du pays,
- une aptitude à l'animation d'une équipe de vente et à la gestion P.M.E.
- une expérience dans le marché national peuvent valoriser la candidature.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à : **REGIE-PRESSE**, bis, rue Beaumais, 75001 Paris, qui transmettra.

recherche pour l'Afrique et l'Ouest

UN DIRECTEUR d'agence transit

Bonne formation gestionnaire. Expérience confirmée de directeur général d'agence transit, douane, transports.

Expérience africaine indispensable.

Envoyer C.V. photo et prétentions s/réf. à : **P. LICHOU S.A.**, 10, rue de Louvois 75003 Paris Cedex 03 qui transmettra.

GENEST S.A.
recherche pour son service

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

pour la vente, il est responsable, plusieurs départements de l'Ouest, de la promotion d'une nouvelle marque de produits d'entretien et de jardin.

Il occupe ce poste en relations avec les clients ou la clientèle. Il est apprécié.

Il doit être capable de travailler dans un environnement international.

Il doit être capable de travailler dans un environnement international.

Lieu de travail : la préférence BORDEAUX

Pour ce poste, écrire curriculum vitae, photo, et prétentions à : **REGIE-PRESSE**, bis, rue Beaumais, 75001 Paris, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer initialement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce qui intéresse et de donner l'adresse, sans qu'il s'agit d'un Monde Publiée ou d'une agence.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE ET DE COMMERCIALISATION DE SYSTÈMES INFORMATIQUES
en forte expansion
recherche pour renforcer ses équipes
INGÉNIEURS INFORMATIQUES
(diplômés O.M.) Formation Supérieure (Grande École - M.I.A.G.) ayant une solide formation de gestion et d'informatique. Les candidats devront justifier une expérience de 2 à 4 ans dans la mise en place de systèmes de gestion à base de mini-ordinateurs. Connaissance des systèmes DEC 300 et DEC 500 particulièrement.
INGÉNIEUR INFORMATIEN Technico-Commercial
Cette personne chargée d'assurer un département d'assistance technique (Régie programmation, exploitation, suivi) devra avoir occupé des fonctions similaires pendant au moins 2 ans. Envoyer C.V. détaillé, photo, références (discret assuré) à :
INSTITUT PROGRAMMATIQUE (I.P.C.)
16 rue Bolleu
92120 MONTROUGE
Social prochainement (Orsay)

Entreprise moyenne en pleine expansion (+30% en 1976; +35% en 1977; 250 personnes) Ville universitaire de Province - 300 km de Paris recherche :
INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES
Centrale, ENSI, ENSA, CREST, ...
(de préférence Production) Débutant
responsabilité :
SERVICE INDUSTRIALISATION ET MÉTHODES
Ce poste, rattaché au Service Production, consiste à :
- organiser le lancement industriel des nouveaux produits après leur mise au point par les Services de Recherche;
- réaliser les études visant à améliorer les prix de revient, la qualité et le délai de travail.
Il offre une large autonomie, un poste à responsabilité, un salaire intéressant, une formation continue, une action sociale, une participation aux bénéfices, une retraite d'entreprise (C.V.), des avantages sociaux (C.V.).
Ecrire sous le n° 00.558 à :
J.R.P.
38, rue de l'Arcade
Paris-8, qui transmettra.

SOCIÉTÉ
Société d'ingénierie, spécialisée en utilities et offsites des industries de base et producteurs d'énergie, située proche La Défense, souhaite recruter pour compléter ses équipes des :
Ingénieurs diplômés
spécialistes en :
- thermique, traitement d'eau, production et distribution de fluides divers;
- production, transport et distribution d'énergie électrique.
Leur qualification dans chacune de ces spécialités se situe à un bon niveau et est complétée par des compétences techniques d'ingénierie.
Les postes peuvent exiger des déplacements fréquents de courte durée, ou des déplacements de moyenne ou longue durée en France ou à l'étranger.
Ecrire avec C.V. et références sous référence M à :
SOCIÉTÉ - 5 rue Chante-Coy - 92800 Puteaux

S.F.E.N.A. - D.S.I.
DIVISION SYSTÈMES INFORMATIQUES
pour tous les succès de ses Co-Ordinateurs
recherche
INGÉNIEUR LOGICIEL
Responsable d'une équipe chargée de :
- démarrage des systèmes (terminaux lourds et Co-Ordinateurs);
- assistance logiciel client;
- développements spéciaux;
- formation des utilisateurs.
Information : Ingénieur (diplômé de l'enseignement supérieur).
Expérience : plusieurs années en mini-ordinateurs et télécommunications;
expérience complémentaire dans le domaine des systèmes d'exploitation.
Ecrire à : **VILLIET-VILLACOUZAY**
Bordeaux : S.F.E.N.A. Aérodrome de Villacouze, B.P. 89, 33140 VILLIET-VILLACOUZAY.
Envoyer C.V. et photo d'identité.

CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATÉRIEL INFORMATIQUE PARIS SUD
PLUSIEURS JEUNES INGÉNIEURS ou ANALYSTES SYSTÈME CONFIRMÉS
pour la programmation de terminaux intelligents.
Les candidats (hommes) intégreront une équipe chargée de l'analyse, la programmation, la mise au point et la réalisation de logiciels pour terminaux intelligents et/ou systèmes.
UN INGÉNIEUR SYSTÈME CONFIRMÉ
pour la programmation de terminaux intelligents. Une expérience de 3 ans minimum est requise. Le candidat devra avoir une bonne connaissance des problèmes de temps réel et de la programmation sur mini-ordinateurs et la pratique du langage d'assemblage sont indispensables.
Env. C.V. avec photo et prêt, sous le n° 00.558 à :
CONTEXTE Publ., 38, av. Opéra, Paris-14, qui tr.

LA VENTE VOUS ATTIRE
Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et avez l'expérience de la vente.
Nous sommes la filiale française d'un groupe solidement implanté dans le monde entier; nous voulons recruter des vendeurs expérimentés en créant pour cela des équipes de vendeurs confirmés. Leur rôle sera de promouvoir nos équipements dans des secteurs encore inexploités.
Nous offrons :
- un fixe de 2.100 F + commissions non plafonnées + frais de déplacements;
- de nombreux avantages sociaux;
- une formation de 1 à 3 semaines rémunérée permettant une bonne connaissance des produits techniquement élaborés de notre gamme.
Des postes sont à pourvoir à PARIS et sa banlieue, MARSEILLE et NANTES.
Adresser C.V. + photo sous réf. J 63 Tour de Lyon, 185, rue de Bercy 75012 Paris qui traitera les candidatures.
INFRAPLAN CARRIÈRES

INGÉNIEUR COORDINATION RECHERCHES NUCLÉAIRES
INGÉNIEUR, vous avez une expérience technique solide, acquise en bureau d'études, dans le domaine de la technologie nucléaire, de la technologie mécanique, de la technologie des matériaux, et vous avez de bonnes compétences en calcul de résistance des matériaux.
Excellent ingénieur et de coordination des équipes de recherche et de développement, vous serez responsable de la mise au point et de la réalisation de prototypes de machines à vapeur et de turbines.
Connaissance de l'anglais au moins lu et écrit.
Ecrire sous la référence 6789 à **PUBLIPANEL**, 30, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

informaticiens
DUT informatique ou équivalent
- expérience informatique dans la fonction de gestion sur gros systèmes IBM;
- avec une expérience en programmation;
- en équipe;
- postes à responsabilité.
Envoyer C.V. et photo sous réf. 12.465
Havas Contact, 158, Bd Haussmann, 75008 PARIS

LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
DIRECTION TECHNIQUE DES ARMEMENTS TERRESTRES
recherche pour ses SERVICES INDUSTRIELS
1) UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
(Réf. T.A.)
pour étude, intégration et mise au point de sous-ensembles et de systèmes dans les domaines de l'électronique et l'informatique.
2) UN PROGRAMMEUR
(Réf. T.I.)
titulaire D.U.T. ou B.T.S. débutant ou ayant quelques années de pratique professionnelle. Libéré des obligations militaires.
Adresser les candidatures sous la référence correspondante à :
ÉTAT - D'ARMEMENTS ARMÉE-APX
de la Mairie - SATORY
75012 VERSAILLES.

AAF-SA
Société d'Équipements Industriels spécialisée dans le dépolluage et la réparation de l'air.
VENDEUR (REGION PARISIENNE)
Le candidat, technicien supérieur avec plusieurs années d'expérience dans la vente, sera chargé de la vente, des bureaux d'études (Ventilation, chauffage ou conditionnement de l'air).
- Connaissance en aérodynamique appréciée;
- Déplacements limités à la région parisienne.
Adresser candidature (C.V. + photo et références) à :
AAF - SA - Service du Personnel
Rue William Dan - 75620 GASNY.

CHEF DE ZONE EUROPE 100.000/120.000 F
Nous recherchons un chef de zone important et notre poste est à pourvoir.
Le poste consiste à animer, encadrer, appuyer les équipes commerciales et administratives dans les pays de la zone. Le candidat devra avoir une expérience de 10 ans minimum dans la vente et la gestion d'équipes.
Il devra avoir une expérience de 10 ans minimum dans la vente et la gestion d'équipes.
La pratique courante de l'anglais est indispensable. De très bonnes connaissances en espagnol ou en italien sont un atout. Un diplôme d'études supérieures de commerce ou un diplôme d'études supérieures de gestion sont appréciés.
Ce poste peut être exercé. Nous offrons beaucoup de notre côté, sur votre capacité à vous investir dans ce poste.
Envoyer C.V. et photo sous le n° 3.654 à :
INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS
à qui nous avons confié cette tâche.

Ingénieurs technico-commerciaux PARIS
Nous sommes une société d'électronique d'une certaine importance, nous recherchons des techniciens expérimentés et des commerciaux expérimentés pour nos services de :
Télécommunications et Télétransmissions.
Nous offrons une rémunération importante, nous offrons une carrière et des débouchés de carrière qui ne sont pas à dédaigner. Nous recherchons des candidats expérimentés et motivés.
Nous cherchons des Ingénieurs Technico-Commerciaux expérimentés et motivés pour nos services de :
Télécommunications et Télétransmissions.
Nous offrons une rémunération importante, nous offrons une carrière et des débouchés de carrière qui ne sont pas à dédaigner. Nous recherchons des candidats expérimentés et motivés.
Envoyer votre candidature, C.V., photo et références sous la référence 57278 à I.C.A. qui traitera les candidatures.
I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

recrute directement
ANALYSTES ANALYSTES PROGRAMMEURS
Formation supérieure, 2 ans d'expérience
D.U.T. ou B.T.S. 1 an d'expérience
I.C.L. appréciées
Adresser C.V. à :
MÉTHODES D'INFORMATION
16, rue de la République
92100 CLAMART pour rendez-vous

IMPE ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS
recherche d'urgence
AGENT IMPORT EXPORT
Il assurera la gestion de l'import et de l'export d'exportation.
Il suivra les opérations chaque expédition, jusqu'à la livraison au client, et assurera les opérations de facturation et les transports.
Le poste, basé à PARIS, implique quelques voyages à l'étranger, courte durée.
Envoyer C.V. et photo sous le n° 00.558 à :
CONTEXTE Publ., 38, av. Opéra, Paris-14, qui tr.

Etablissement Bancaire Paris 8
recherche pour ses SERVICES COMPTABLES
UN CADRE
ayant acquis une bonne expérience de plusieurs années en tant que Comptable Générale dans la Banque.
Ecrire sous la référence 6789 à :
PUBLIPANEL, 30, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE MULTINATIONALE
pour ses filiales françaises
CADRE FINANCIER EXPORT
ADJOINT DU RESPONSABLE DES AFFAIRES COMMERCIALES
25 ans minimum
- coordonner les relations avec les banques et administrations compétentes;
- participer à la préparation et au contrôle des dossiers de crédit, pré-financement et financement; à l'établissement des documents à présenter.
EXPERIENCE SOUSCRIPTIVE :
- poste similaire dans une société exportatrice ou dans un service exportation d'une banque.
FORMATION ET CARRIÈRE INDISPENSABLES
Formation et carrière assurées dans un groupe international.
Envoyer C.V. et références sous le n° 00.558 à :
REGIS-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Leader dans sa technique - Plusieurs filiales étrangères (Europe, États-Unis)
POUR CONTRÔLE FINANCIER INTERNE
France et Étranger
CADRE DE HAUT NIVEAU
Formation : D.E.S., D.E.C., Comptable, ou équivalent.
Ago min. 27 ans. Expérience de quelques années dans cabinet d'audit serait appréciée.
Anglais courant indispensable. Allemand souhaité.
Base : Paris, proche banlieue ouest.
Discret et sérieux.
Envoyer C.V., photo et références sous réf. 6789 à :
PUBLIPANEL, 30, rue Richer, 75441 Paris, Cedex 09, qui transmettra.

emplois régionaux
Travaux Publics Région Nord 130 pers., rech. DIRECTEUR Administratif Plusieurs années d'expérience dans Travaux Publics souhaités. Envoyer C.V. et références à :
DE BRETAGNE, Ets
5, r. de la République, 75002 Paris-2
ARABOPHONE
niv. supér. ou équiv. pr enseignement arabe à des élèves bilingues. Exp. audio-visuelle. Ecr. B.P. 37, 22301 LORIENT ou :
URGENT ch. orthophonistes. Ecrire avec C.V. à :
Publ., 14 bis, rue Thiers, 75002 Paris-2

BANQUE IMPORTANTE
pour ses filiales françaises et Etrangeres.
DES ATTACHÉS COMMERCIAUX
répondant au profil suivant :
- bilingues;
- expérience commerciale (2 ans souhaités);
- sans de la négociation;
- assés par la prospection et les performances dans ce domaine.
Après un plan de formation adapté, ils auront la RESPONSABILITÉ de :
- RECHERCHER une clientèle nouvelle;
- CONSEILLER la clientèle existante.
L'évolution de carrière - qui peut être rapide - sera assurée.
Ad. C.V. et photo sous le n° 7.315 à :
Publ., 14 bis, rue Thiers, 75002 Paris-2, qui tr.

LE CENTRE D'ÉTUDES PARISIEN
d'Importance Sociale
ÉLECTRONIQUE FRANÇAISE
recherche :
2 INGÉNIEURS DÉBUTANTS
(E.S.E. - E.S.I.E.A. - E.N.I.C.A. ou équivalent)
Libérés des obligations militaires
ayant une spécialisation en LOGICIEL SUR MICRO-PROCESSEURS
Ecr. avec C.V., photo, prêt, sous le n° 3.654 à :
CONTEXTE Publ., 38, av. Opéra, 75008 Paris Cedex 09, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE
MOYENNE IMPORTANCE, 8^e arrondissement
recherche
CHEF DE SERVICE
Département Etranger
Env. C.V., manuscrit et photo sous réf. 6789 à :
O.C.R.P., 44, r. de la République, 75009 Paris.

ANNONCES

recrute
2 secrétaires bilingues ang.

2 secrétaires bilingues ang.

1

1

POUR TROUVER UN EMPLOI

FAX

LA VIE ÉCONOMIQUE

COMMERCE EXTÉRIEUR

Une loi embarrassante

Discrimination raciale et intérêts mercantiles

La commission de garantie des dossiers déposés à la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) s'est réunie, le 18 juillet, au ministère de l'économie et des finances. Pour la première fois depuis un mois cette commission a examiné les contrats restés en instance, après l'adoption d'une loi sanctionnant pénalement le boycottage économique (articles 167-2 et 416-1 du Code pénal).

La récente loi contre le boycottage économique — connue sous le nom d'« amendement Krieg » — est destinée à élargir, dans le domaine économique et financier, la lutte contre le racisme (loi du 1^{er} juillet 1972). Elle prévoit des sanctions pénales contre les discriminations commerciales fondées sur « l'origine nationale », l'appartenance ou la non-appartenance « vraie ou supposée, à une ethnie, une race ou une religion déterminée » (Le Monde des 5, 6, 19 mai et 4 juin).

Ce texte a serré, depuis son adoption le 7 juin par le Parlement, le trouble le plus complet dans les milieux du commerce extérieur. N'a-t-on pas vu la COFACE ajourner, depuis le 15 juin, la garantie des contrats à moyen terme passés avec les pays arabes, au risque de compromettre les cotations commerciales entre ces derniers et la France ?

Elle estimait qu'elle pouvait tomber sous le coup de la loi en établissant des contrats de garantie qui comportent — dans 95 % des cas — une clause discriminatoire soit religieuse soit raciale, soit dirigée contre l'Etat d'Israël, imposée par les pays membres de la Ligue arabe.

La COFACE avait alors décidé de s'en tenir à un « attentisme prudent » jusqu'à la clarification par le gouvernement de cette loi « ambiguë ». Elle espérait connaître d'une part ce que

recouvrait le terme « origine nationale », qui avait été substitué au terme trop précis de « nation ». Elle souhaitait de l'autre savoir quelle interprétation exacte donner au troisième paragraphe du texte de la loi qui prévoit que les peines « ne sont pas applicables lorsque les faits visés sont conformes à des directives du gouvernement prises dans le cadre de sa politique économique et commerciale ou en application de ses engagements internationaux ».

C'est chose faite : le gouvernement vient de confirmer récemment que l'existence de boycottage contre l'Etat d'Israël — inscrite dans certains contrats de la COFACE — ne tombe pas sous le coup de la loi, puisque son acceptation ne peut résulter que de directives « effectives » données par lui, conformément à l'« intérêt économique de la France ». Ainsi, les grands principes de discrimination raciale en matière économique sont battus en brèche par les intérêts mercantiles du moment.

Désormais, seuls les contrats comportant une clause de discrimination religieuse et raciale — et ils sont peu nombreux — ne seront plus garantis par la COFACE. Toutefois, ils seront soumis à de nouvelles négociations afin de pouvoir bénéficier de l'octroi de la garantie.

FRANÇOISE GALLO.

ÉNERGIE

Le tribunal d'arbitrage sur la mer d'Irroise a rendu sa décision

Un document « long et complexe »

Le tribunal international d'arbitrage, constitué d'un commun accord par la France et la Grande-Bretagne pour délimiter le plateau continental de la mer d'Irroise (partie de l'Atlantique située aux approches de la Manche), a rendu sa décision. Elle a été communiquée lundi 19 juillet aux représentants des deux parties à Genève où le tribunal a siégé depuis janvier 1976.

Il s'agit d'un document « long et complexe », dit-on à Paris et à Londres, que les deux gouvernements vont étudier avant de le rendre public, lundi 25 juillet. Il semble donc que le tribunal n'ait pas tracé une délimitation simple. Ce tracé ne fait jusqu'à présent l'objet d'aucune appréciation dans les deux capitales.

La mer d'Irroise est supposée être une zone pétrolière, bien que les quelques sondages pratiqués n'aient pas encore donné de résultats. La région est traversée par la ligne séparative des zones économiques maritimes françaises et

britanniques, équidistante des côtes des deux pays. Son tracé est cependant différent selon la base qui le détermine : la pointe extrême de la France continentale et celle de la Grande-Bretagne (pointe Saint-Mathieu et cap Land's End) — thèse française — ou les îles qui sont au large (Ouessant et Scilly) — thèse britannique. C'est sur ce point que Paris et Londres ont demandé au tribunal de se prononcer.

MATIÈRES PREMIÈRES

RÉVISION DE L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE CACAO

Le comité exécutif de l'Organisation internationale du cacao, qui regroupe des représentants des États producteurs et des pays consommateurs, étudie depuis le 18 juillet les modalités d'une éventuelle révision des mécanismes de fixation des prix de cette matière première.

Lors de l'accord intervenu en 1975 et entré en vigueur en 1976, une fourchette de prix avait été fixée entre producteurs et consommateurs (à l'exception des États-Unis). Lorsque les prix du marché étaient inférieurs ou dépassaient les limites de la fourchette, on faisait intervenir un stock régulateur. Or, depuis six mois, les cours du cacao se sont envolés et la fourchette de prix (0,38 dollar-0,55 dollar) ne colle plus à la réalité. Aussi les pays producteurs réclament-ils qu'elle soit majorée et portée à 0,75-0,91 dollar. La Côte d'Ivoire a menacé de se retirer de l'accord en septembre si aucune solution n'était trouvée. Si de nombreux pays consommateurs sont d'accord en principe pour relever le niveau de la fourchette, il reste que les positions divergent quant au montant exact du rajustement. — (A.F.P.)

● **Baisse des exportations pétrolières iraniennes.** — Les exportations de pétrole iranien ont sensiblement baissé en juin pour atteindre, avec 4,55 millions de barils jour, leur plus bas niveau depuis le mois de janvier. Selon la Société nationale iranienne des pétroles, la production a été de 5,1 millions de barils/jour, soit plus d'un million de moins qu'en juin 1976. L'accord intervenu entre les membres de l'OPEP sur les prix devrait cependant avoir une influence favorable sur les exportations et la production de l'Iran. — (A.F.P.)

● **Reprise de la production à Ekofisk.** — La production a repris sur la plate-forme Bravo du champ pétrolier d'Ekofisk, en mer du Nord, a annoncé, le 18 juillet, la direction norvégienne des pétroles. Un accident avait provoqué l'éruption d'un geyser de pétrole du 22 au 30 avril. La production, qui est à 50 % de la capacité totale de la plate-forme, sera maintenue à ce rythme pendant une dizaine de jours. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FINSIDER

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale, le 4 août 1977, à 10 h. 30, à l'auditorium de l'I.R.S.I. « Istituto per la Ricostruzione Industriale » : Via Vittorio Veneto, n° 55, à Rome, sur l'ordre du jour suivant : — Rapport du conseil d'administration et du collège syndical ; — Présentation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 avril 1977, après réévaluation, conformément à la loi du 2 décembre 1976, n° 576 R. — Nomination d'un administrateur.

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE « S.S.B. »

Les résultats d'exploitation de la Société Séquanaise de banque pour le premier semestre 1977 s'élevaient, avant amortissements et impôts, à 11 919 000 francs, mais après constitution d'une provision pour risques en cours de 4 500 000 francs.

La brochure « Le C.F.P. et le Groupe Total en 1976 » résumant les activités et les résultats de l'exercice 1976 est disponible en français et en anglais.

Elle peut être obtenue sur demande à la Compagnie française des pétroles : Secrétaire général service Diffusion, 5, rue Michel-Ange, 75781 Paris, Cedex 16. Tél. 524-46-46 (poste 2471).

LES PILES WONDER

Au cours du premier semestre de l'exercice social (1^{er} octobre 1976 au 31 mars 1977), la société les Piles Wonder a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 212,5 millions de francs au profit de 8,3 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les amortissements s'élevaient à 6,6 millions de francs en très légère diminution par rapport à ceux de 1976. Dans le cadre des engagements de modération, les tarifs ont été relevés de 3 % en moyenne, ainsi bien en février qu'en juin, ce qui devrait influer favorablement sur les résultats du second semestre (avril à septembre 1977).

BAIGNOL ET FARJON S.A.

L'assemblée générale ordinaire tenue le 23 juin 1977 a adopté les résolutions présentées. Les comptes de l'exercice 1976 font ressortir, après 3 280 477 F d'amortissements, une perte de 894 527 F imputée sur le report à nouveau pour 122 787 F et sur les réserves générales pour 564 159 F. Le président a souligné le préjudice résultant pour la société de la décision de blocage des prix de septembre 1976. L'activité des six premiers mois de 1977 a été très bonne, avec un progrès de 30 % du chiffre d'affaires total, dont 50 % pour la seule exportation, soit 30 % du total des ventes. Les ventes des nouveaux produits Validea — tableau blanc adhésif et marqueurs permanents — se poursuivent favorablement dans toute l'Europe.



déménage
vos bureaux et archives
727.12.53

6, rue Picot 75116 Paris - Tél. 610.803

Avis financiers des sociétés

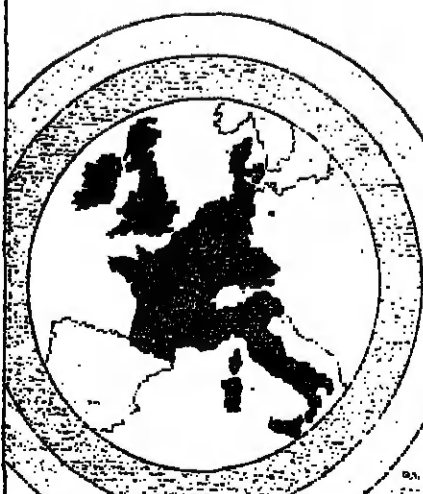
cecca

communauté européenne du charbon et de l'acier

EMPRUNT 1977 11% DE 300 MILLIONS DE FRANCS

EMISSION AU PAIR DE 300 000 OBLIGATIONS DE F. 1.000 NOMINAL

DURÉE : 12 ANS
JOUISSANCE : 28 JUIN 1977
INTERET ANNUEL : F. 110 PAR OBLIGATION,
PAYABLE LE 28 JUIN DE CHAQUE ANNEE



Amortissement obligatoire : en 9 tranches annuelles sensiblement égales à partir du 28 juin 1980

- soit par remboursement au pair
- soit par rachats en Bourse.

Amortissement anticipé : possible à toute époque par rachats en Bourse, interdits par remboursement.

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT : **11,10%**

GIBTP

Groupement des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics

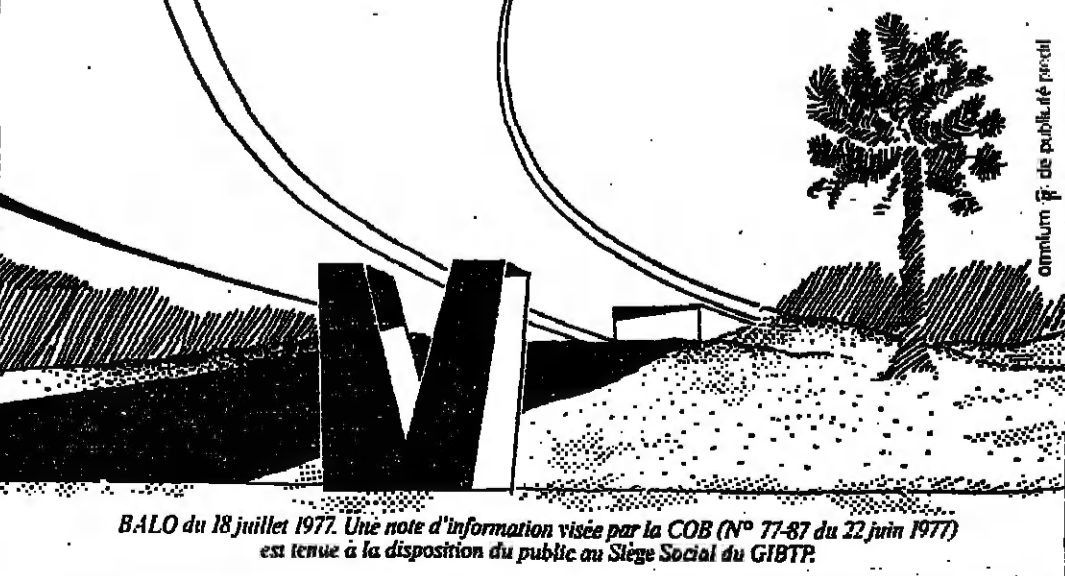
S.A. au capital de F. 22.106.000, Siège Social : 128, rue La Boétie 75008 Paris R.C. 682108107 B Paris - N° SIRET : 682 008 107 00018 - APE : 8904

Emprunt : 11,30% juillet 1977 de F 240.000.000

Nombre d'obligations : 240.000
Nominal : F 1000 par obligation
Prix d'émission : F 1000
Jouissance : 15 mai 1977
Intérêt annuel : 11,30%, soit F 113 par obligation
Durée : 12 ans
Amortissement : en 12 ans au maximum à partir du 15 mai 1977
— soit par remboursement au pair
— soit par rachat en Bourse
Amortissement anticipé : possible à toute époque par rachats en Bourse seulement.

Taux de rendement actuariel brut : **11,65%**

Garantie : le service de l'emprunt est garanti inconditionnellement et pendant toute sa durée par les sociétés participant à l'emprunt sans solidarité entre elles, mais solidairement avec le GIBTP dans la limite de leur quote-part respective.



B.A.O. du 18 juillet 1977. Une note d'information visée par la COB (N° 77-87 du 22 juin 1977) est tenue à la disposition du public au Siège Social du GIBTP.

07/11/77 1550

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES MARCHÉS FINANCIERS

... LE MONDE — 20 juillet 1977 — Page 23

PARIS 18 JUILLET

Nouvel effritement
Les cotations ont encore été espérées au pas de charge ce lundi à la Bourse de Paris, où, dans un marché de plus en plus étroit, les valeurs françaises ont continué de s'effriter. En clôture, l'indice de la Cote officielle enregistrerait un repli d'environ 0,50 %.

Cinq compartiments ont fait preuve d'une certaine faiblesse : les pétroles, la chimie, la construction électrique, les magasins et surtout la construction métallique. Atteints, haussés et baissés se sont, à peu de choses près, équilibrés. Ainsi, la métallurgie, Usinor et Chiers ont fléchi, tandis que la cotation de Marine Wendel était redressée, les demandes étaient également les offres. Le titre enregistré par la suite le meilleur score de la séance (+5 %), celui de L.M.T. (+3 %).

A l'inverse, U.T.A. et Franchises des Pétroles ont subi les plus fortes baisses (-5 %).

Les quelques indices achetés allemands (sur Thomson, d'ailleurs) ont été observés en ce début de semaine, n'ont pas suffi à compenser une offre qui reste bien maigre. En revanche, on dans le respect. Les investisseurs, c'est un fait, demeurent obéissants d'un marché qui s'écroule de jour en jour. Même la perspective de la liquidation, jeudi, n'a guère animé la Bourse.

Calme plat également aux étrangères, où les mines d'or se sont légèrement effritées.

Sur le marché de l'or, le Impact a poursuivi son mouvement de redressement à 23 465 francs, contre 23 440 francs. De même le palladium, qui s'est redressé à 249 50 francs, après 250, contre 247 50 francs. Le volume des transactions a nettement augmenté à 5 600 millions de francs, contre 4 077 millions de francs.

LONDRES

Peu d'affaires mardi matin sur la Bourse de Londres où la tendance est assez indécise. L'indice des valeurs industrielles a été stable. Les Fonds de l'Etat sont stables. Hausse des mines d'or.

OR (convertible) (dollar) : 145 - contre 143 55

VALEURS	CLÔTURE 18/7	COURS 19/7
British Petroleum	498	498
Shell	510	510
Glaxo	222	222 1/2
ICI	222	222 1/2
Glaxo	222	222 1/2
ICI	222	222 1/2
Glaxo	222	222 1/2
ICI	222	222 1/2
Glaxo	222	222 1/2
ICI	222	222 1/2

NEW-YORK

Redressement
L'amélioration enregistrée à la veille du week-end s'est confirmée en début de semaine à Wall Street, où à l'issue d'une séance encore très animée, l'indice des valeurs industrielles a encore progressé de 4,83 points à 910,80. En fait, l'on tient compte des nombreux coupons détachés, la hausse a été plus forte encore.

Sur 1 322 valeurs traitées, 822 ont monté, 327 se sont repliées tandis que 453 demeurent inchangées. L'activité a porté sur 26,89 millions de titres contre 25,12 millions vendredi.

A l'origine de ce mouvement : la publication par plusieurs grandes entreprises (d'industries notamment) de résultats plus satisfaisants que prévu.

En surplus, les investisseurs ont été satisfaits d'apprendre la nouvelle augmentation (+0,7 %) de la production industrielle au cours du mois de juin.

Le reste que les prévisions concernant l'activité du troisième trimestre ne sont guère encourageantes et que les craintes concernant un éventuel va-et-vient du crédit sont loin d'avoir disparu.

VALEURS	COURS 18/7	COURS 19/7
Alcoa	51 5/8	52 3/4
AT&T	52 5/8	52 7/8
Boeing	56 3/4	56 7/8
Chrysler	54 1/2	54 3/4
Deere	115 1/4	117
Eastman	55 1/2	56 1/2
General Motors	44 5/8	45 1/4
IBM	168 1/2	169 1/2
International Harvester	55 1/2	55 3/4
Johnson & Johnson	52 1/2	52 3/4
Kodak	52 1/2	52 3/4
Lockheed	115 1/4	117
McDonald	55 1/2	56 1/2
Merck	52 1/2	52 3/4
Motorola	52 1/2	52 3/4
Procter & Gamble	52 1/2	52 3/4
Rockwell	52 1/2	52 3/4
Spacelabs	52 1/2	52 3/4
Union Pacific	52 1/2	52 3/4
Verizon	52 1/2	52 3/4
Wells Fargo	52 1/2	52 3/4
Western Union	52 1/2	52 3/4

VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Patrimoine (L.A.)	72	72	Thomson et Mar.	34	34
Picardie Ind.	167	167	Thomson S.M.	34	34
Revelin	228	228	Agence-Witt.	238	238
Sauvage	72	72	Agence-Witt.	238	238
Sauvage	72	72	Agence-Witt.	238	238
Sauvage	72	72	Agence-Witt.	238	238
Sauvage	72	72	Agence-Witt.	238	238
Sauvage	72	72	Agence-Witt.	238	238
Sauvage	72	72	Agence-Witt.	238	238
Sauvage	72	72	Agence-Witt.	238	238
Sauvage	72	72	Agence-Witt.	238	238

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alcoa	51 5/8	52 3/4	AT&T	52 5/8	52 7/8
Boeing	56 3/4	56 7/8	Chrysler	54 1/2	54 3/4
Deere	115 1/4	117	Eastman	55 1/2	56 1/2
General Motors	44 5/8	45 1/4	IBM	168 1/2	169 1/2
International Harvester	55 1/2	55 3/4	Johnson & Johnson	52 1/2	52 3/4
Kodak	52 1/2	52 3/4	Lockheed	115 1/4	117
McDonald	55 1/2	56 1/2	Merck	52 1/2	52 3/4
Motorola	52 1/2	52 3/4	Procter & Gamble	52 1/2	52 3/4
Rockwell	52 1/2	52 3/4	Spacelabs	52 1/2	52 3/4
Union Pacific	52 1/2	52 3/4	Verizon	52 1/2	52 3/4
Wells Fargo	52 1/2	52 3/4	Western Union	52 1/2	52 3/4

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	18 JUILLET	19 JUILLET
Indice général	910,80	915,63
Indice industriel	910,80	915,63
Indice financier	910,80	915,63

BOURSE DE PARIS - 18 JUILLET - COMPTANT

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alcoa	51 5/8	52 3/4	AT&T	52 5/8	52 7/8
Boeing	56 3/4	56 7/8	Chrysler	54 1/2	54 3/4
Deere	115 1/4	117	Eastman	55 1/2	56 1/2
General Motors	44 5/8	45 1/4	IBM	168 1/2	169 1/2
International Harvester	55 1/2	55 3/4	Johnson & Johnson	52 1/2	52 3/4
Kodak	52 1/2	52 3/4	Lockheed	115 1/4	117
McDonald	55 1/2	56 1/2	Merck	52 1/2	52 3/4
Motorola	52 1/2	52 3/4	Procter & Gamble	52 1/2	52 3/4
Rockwell	52 1/2	52 3/4	Spacelabs	52 1/2	52 3/4
Union Pacific	52 1/2	52 3/4	Verizon	52 1/2	52 3/4
Wells Fargo	52 1/2	52 3/4	Western Union	52 1/2	52 3/4

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alcoa	51 5/8	52 3/4	AT&T	52 5/8	52 7/8
Boeing	56 3/4	56 7/8	Chrysler	54 1/2	54 3/4
Deere	115 1/4	117	Eastman	55 1/2	56 1/2
General Motors	44 5/8	45 1/4	IBM	168 1/2	169 1/2
International Harvester	55 1/2	55 3/4	Johnson & Johnson	52 1/2	52 3/4
Kodak	52 1/2	52 3/4	Lockheed	115 1/4	117
McDonald	55 1/2	56 1/2	Merck	52 1/2	52 3/4
Motorola	52 1/2	52 3/4	Procter & Gamble	52 1/2	52 3/4
Rockwell	52 1/2	52 3/4	Spacelabs	52 1/2	52 3/4
Union Pacific	52 1/2	52 3/4	Verizon	52 1/2	52 3/4
Wells Fargo	52 1/2	52 3/4	Western Union	52 1/2	52 3/4

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alcoa	51 5/8	52 3/4	AT&T	52 5/8	52 7/8
Boeing	56 3/4	56 7/8	Chrysler	54 1/2	54 3/4
Deere	115 1/4	117	Eastman	55 1/2	56 1/2
General Motors	44 5/8	45 1/4	IBM	168 1/2	169 1/2
International Harvester	55 1/2	55 3/4	Johnson & Johnson	52 1/2	52 3/4
Kodak	52 1/2	52 3/4	Lockheed	115 1/4	117
McDonald	55 1/2	56 1/2	Merck	52 1/2	52 3/4
Motorola	52 1/2	52 3/4	Procter & Gamble	52 1/2	52 3/4
Rockwell	52 1/2	52 3/4	Spacelabs	52 1/2	52 3/4
Union Pacific	52 1/2	52 3/4	Verizon	52 1/2	52 3/4
Wells Fargo	52 1/2	52 3/4	Western Union	52 1/2	52 3/4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alcoa	51 5/8	52 3/4	AT&T	52 5/8	52 7/8
Boeing	56 3/4	56 7/8	Chrysler	54 1/2	54 3/4
Deere	115 1/4	117	Eastman	55 1/2	56 1/2
General Motors	44 5/8	45 1/4	IBM	168 1/2	169 1/2
International Harvester	55 1/2	55 3/4	Johnson & Johnson	52 1/2	52 3/4
Kodak	52 1/2	52 3/4	Lockheed	115 1/4	117
McDonald	55 1/2	56 1/2	Merck	52 1/2	52 3/4
Motorola	52 1/2	52 3/4	Procter & Gamble	52 1/2	52 3/4
Rockwell	52 1/2	52 3/4	Spacelabs	52 1/2	52 3/4
Union Pacific	52 1/2	52 3/4	Verizon	52 1/2	52 3/4
Wells Fargo	52 1/2	52 3/4	Western Union	52 1/2	52 3/4

M.G. FRANCE
Changement
vos bureaux et ordres
727.12.53

Emprunt : 11.30% juillet 1977
de F 240.000.000

Taux de rendement
actuel brut
11,65%

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMÉRIQUES
2. AFRIQUE
2. PROCHE-ORIENT
3. EUROPE
- 4-5. ASIE
- Découverte de la Corée du Nord (IV), par A. Fontaine.
- 5-6. DIPLOMATIE
- 6-7. POLITIQUE
8. DÉFENSE
- LIBRES OPINIONS : « Indépendance ou neutralité ? », par François de Ros.
9. ÉDUCATION
10. SPORTS
11. ÉQUIPEMENT
12. LE MONDE DE L'ÉTÉ
- FEUILLETON : « Les Envoyés », par Witold G. Jabor.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

PAGE 11
— Proctos et l'autisme pour la tala à l'hépatocarcinome.

12. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
- 12-13. JUSTICE
13. RELIGION
13. LÉGISLATION
14. MODE
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
- 20 à 22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (17 à 20)
Aujourd'hui (18) ; Carat (19)
« Journal officiel » (18) ; Médiologie (18) ; Mots croisés (18) ; Sources (22).

MEN SPORT

L'HABILLEUR DE L'HOMME

SOLDES D'ÉTÉ

16, rue de Sévres 548.20.21
PARKING GRATUIT
30, BOULEVARD RASPAIL

SOLDES COLLECTION ÉTÉ

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

de 3.000 draperies
à partir de 681 F
Prêt-à-porter homme
Boutique femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue de la République, PARIS (95010)

SOLDES

Commencant lundi 18 juillet
Se terminant samedi 23 juillet

Christian Dior
Francesco Smolko
Yves Saint Laurent
Guy Durren
Barbary
Christian Dior
Francesco Smolko
Yves Saint Laurent

BOUTIQUES POUR LUI

Carrefour
Richelieu
Drouot

23, BOULEVARD MONTMARTRE PARIS (2^e)
ET 112, RUE DE RICHELIEU

LA RÉUNION « AU SOMMET » DE LA MAJORITÉ

M. Barre confirme qu'il ne jouera pas un rôle important dans la négociation électorale

La rencontre « au sommet » des dirigeants de la majorité s'est ouverte mardi matin 19 juillet à 10 h. 10, au siège du Centre des démocrates sociaux. M. Raymond Barre n'y était pas représenté. Il avait, la veille, tenu à faire acte de présence en adressant à M. Jacques Chirac une lettre dans laquelle il souhaitait que les discussions permettent d'aboutir à un accord « clair et solide ». Le contenu de cette lettre — dont des copies ont été adressées notamment à MM. Jean Lecanuet et Jean-Pierre Solson — confirme que le premier ministre a renoncé à jouer un rôle dans le débat de la majorité sur ce qu'il nomme « la procédure électorale ». Il évoque même la possibilité de

candidatures uniques ou d'élections « primaires » — sujet qui divise certains dirigeants — sans marquer de préférence. Il exprime seulement le souhait d'être tenu informé de l'état des discussions. Le premier ministre réaffirme sa volonté de réunir autour de lui, en septembre, les dirigeants des formations gouvernementales. Mais il semble, à l'instar, vouloir se limiter à un rôle d'animation surtout axé sur les « objectifs communs » c'est-à-dire le programme de la majorité.

Autre absent de ce « sommet » : M. Jean-Jacques Servan-Schreiber qui a confirmé mardi matin qu'il ne se rendrait qu'à une réunion convoquée par le chef du gou-

vernement. Etait donc présents à cette séance, pour le C.D.S. : MM. Jean Lecanuet, président, Jacques Barrot, secrétaire général, et André Martin (représentant le M.D.S.F.) pour le R.P.R. : MM. Jacques Chirac, président, Yves Guéna, délégué politique, et Claude Labbé, président du groupe parlementaire pour le parti républicain ; MM. Jean-Pierre Solson, secrétaire général, Jacques Douffiaques, délégué général, et Roger Chénard, président du groupe parlementaire pour le Centre national des indépendants et paysans ; M. Bertrand Mottet, président, Jacques Fouchier, vice-président, et Camille Laurens, secrétaire général.

N.-J. B.

Le premier ministre souhaite un « accord clair et solide »

Dans une lettre adressée, lundi 18 juillet, à M. Jacques Chirac, et dont copie a été envoyée aux leaders des principales formations de la majorité, M. Raymond Barre souhaite que celles-ci aboutissent à un « accord clair et solide ». Le premier ministre écrit notamment au président du R.P.R. : « Vous n'ignorez pas que j'ai toujours souhaité que l'entente se réalise entre les formations de la majorité, en vue des élections de 1978. Il me paraît, en effet, paradoxal, que ces formations, qui sont d'accord sur les principes fondamentaux de l'action politique dans notre pays, donnent l'impression de la division, alors que les partis d'opposition, dont les conceptions divergent profondément quant

aux objectifs et aux moyens, se déclarent d'une véritable union. » Le chef du gouvernement « forme le vœu que la concertation, que les responsables des formations de la majorité vont engager, mène aboutir à un accord clair et solide qui, soit dans le cadre d'élections primaires que justifie la diversité des formations, soit pour le cas où une candidature commune apparaîtrait souhaitable, permette de fixer les règles de candidature » en vue des prochaines élections.

M. Raymond Barre précise en ces termes son attitude : « J'estime que les questions de procédures électorales relèvent, pour une large part, des partis et des mouvements de la majorité. Il ne doute pas que les dirigeants des formations qui doivent se concerter le tiendront informé de l'état de leurs discussions. »

Confirmant son intention de convoier, courant septembre, les leaders de la majorité à venir s'entretenir avec lui « des conditions dans lesquelles la majorité envisage de confier leurs actions en vue des élections, et plus particulièrement de proposer au pays des objectifs communs afin que les Français puissent, à l'approche des élections, se prononcer en connaissance de cause », le chef du gouvernement conclut à l'adresse de M. Jacques Chirac : « Je compte sur votre concours pour que ces deux autres responsables des formations de la majorité ».

M. Servan-Schreiber : l'aspiration profonde des Français, c'est l'alternance

M. J.-J. Servan-Schreiber, en confirmant que le parti radical ne serait pas représenté à la réunion « au sommet » de la majorité, a déclaré lundi 18 juillet : « M. Barre a confirmé qu'il conviendrait courant septembre des responsabilités politiques à se répartir à l'heure de la campagne électorale. Pour nous, la seule réunion utile est celle du mois de septembre. D'ici là, seuls comptent les travaux de fond permettant de voter des aspirations profondes des Français et d'y répondre. Or, l'aspiration profonde des Français, c'est l'alternance. Il nous appartient donc de créer cette alternance en élaborant un projet politique qui soit différent du contenu de la politique menée en France au cours des vingt dernières années. »

Le président du parti radical a ajouté : « La réunion de mardi est une réunion tactique qui vise à préparer les élections. La tactique électorale n'est pas à l'ordre du jour de la méditation des Français. Par conséquent, elle n'est pas non plus à notre ordre du jour. »

Interrogé, mardi matin 19 juillet, par Michèle Cotta au micro de France-Inter sur la question de savoir si le R.P.R. constitue « un frein » à l'union de la majorité, M. Servan-Schreiber a répondu : « Non, au contraire. C'est un frein à l'union de la majorité. Je souhaite qu'il ait deux pôles dans la majorité. »

La formation de M. Jacques Chirac, liée au passé, incarne la continuité. Pour notre part, nous voulons proposer l'alternance démocratique. Le président du parti radical a ajouté : « Nous comptons renverser le rapport des forces au sein de la majorité. »

Dans la Lettre de la Nation (R.P.R.) datée mardi 19 juillet, M. Pierre Charpy écrit : « Je ne sais pas si les Français méditent, mais s'ils méditent, ce n'est sûrement pas sur l'attitude de l'alternance. M. Servan-Schreiber, celui-ci ne peut répondre qu'à l'alternance du premier ministre pour le mois de septembre et, d'ici là, il se consacrera à l'élaboration du projet politique « différent du contenu politique mené en France au cours des vingt dernières années. » Ce n'est pas tout pour le président de la République, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il a été, depuis vingt ans, associé à cette politique. »

Tout cela n'a pas grande importance. Les radicaux ne feront d'ailleurs que ce qu'ils voudront, quoique pense et dise leur président putatif. Mais ils l'ont dit. Il faut bien qu'ils le supportent. En fait, ce n'est pas M. Servan-Schreiber qui a émis qu'à l'emploi des jeunes, et la décentralisation des responsabilités et à la réforme fiscale, l'ait une bonne lecture à lui offrir : les propositions du R.P.R. sur ces trois sujets. »

Sur le marché des changes

La baisse du dollar se poursuit

La baisse du dollar, qui avait repris lundi après un bref redressement jeudi et vendredi matin, s'est poursuivie, mardi, sur les marchés des changes. A Francfort, la monnaie américaine est cotée au-dessous de son plus bas niveau historique à 2,280 DM contre 2,275 DM, après avoir même touché 2,260 DM, lundi soir. A Zurich, elle est tombée à nouveau à 2,40 FS.

Il convient de noter que les banques centrales d'Allemagne fédérale et de Suisse, rompant avec leur passivité volontaire des dernières semaines, sont intervenues pour freiner la baisse du dollar (et donc la hausse de leurs monnaies respectives), notamment pour ce qui concerne la Suisse, au niveau de 2,40 FS. A Paris, le phénomène de bascule que l'on peut observer depuis une dizaine de jours s'est répété mardi : le cours du dollar, tombant à 4,845 F contre 4,850 F, a baissé moins rapidement à Paris qu'à Francfort, ce qui a provoqué très logiquement une nouvelle hausse du deutschemark, qui atteint son cours le plus élevé à 2,1350 F, après être monté jusqu'à 2,1380 contre 2,1320 F lundi.

La Banque de France est intervenue pour freiner l'ascension de la monnaie allemande, mais semble-t-il, sans vouloir vraiment l'empêcher. Aux Etats-Unis, où les banques américaines sont les premières à vendre du dollar sur les marchés des changes, la Réserve fédérale n'est pratiquement pas intervenue, fidèle à son principe qui est de laisser les autres pays défendre le dollar s'ils en ont la volonté et les moyens.

LE GROUPE THOMSON VA VENDRE DES MINI-ORDINATEURS AUX ETATS-UNIS

La Société européenne de mini-informatique et systèmes (SEIS), contrôlée par le groupe Thomson (1), vient de signer un contrat avec la firme américaine California Computer Products (Calcomp). La SEIS fournira des mini-ordinateurs Solar (matériel et logiciel) qui seront intégrés dans les nouveaux systèmes graphiques de Calcomp. Cette société (150 millions de dollars de chiffre d'affaires, deux mille huit cents employés) est spécialisée dans la fabrication de périphériques. Elle est notamment le premier constructeur de tables à dessin automatique reliées à des mini-ordinateurs. Le contrat comporte un droit de licence pour la fabrication et la vente aux Etats-Unis par Calcomp des Solar, à condition qu'ils soient intégrés dans les systèmes graphiques du constructeur américain. Les premiers mini-ordinateurs français ont été livrés à Calcomp en mars, qui les a testés au cours des derniers mois. Ils seront disponibles pour la clientèle américaine à l'automne.

(1) La SEIS groupe les activités mini-informatiques de l'ex-C.I.T. et le département informatique de la Télématique électrique.

POCLAIN : RÉDUCTION DES HORAIRES

La direction de Poclain a annoncé lundi 18 juillet au comité central d'entreprise que l'horaire hebdomadaire de travail sera abaissé de quatre à trente-deux heures à compter du 1^{er} septembre prochain, pendant une durée de six mois. Cette mesure concerne trois mille neuf cent cinquante salariés et les ouvriers qui n'appartiennent pas directement aux services de production, les employés et les agents de maîtrise. Ce chômage partiel sera indemnisé au moins à 50 % par l'entreprise, et les salaires des cadres seront maintenus à leur niveau actuel, précise la direction. Elle indique en outre que les récents accords nationaux sur le retraité et la préretraite seront appliqués « avec des dispositions plus favorables » et qu'un plan de formation pour une partie du personnel, et chômage partiel sera mis en place.

LE DÉMARRAGE DU RÉACTEUR NUCLÉAIRE FESSENHEIM-1 EST UNE NOUVELLE FOIS RETARDÉ

A cause d'un nouvel incident technique, la mise en service de la première tranche de la centrale nucléaire de Fessenheim (Rhénanie) ne pourra être réalisée avant le début du mois d'août. Le constructeur, Framatome, demande, en effet, que l'on change l'us des deux joints métalliques concentriques qui assurent l'étanchéité entre la cuve du réacteur et son couvercle : en fonctionnement, le joint intérieur laisse normalement échapper de très légères fuites d'eau faiblement radioactives, qui sont collectées dans l'espace qui sépare les deux joints, mais les mesures effectuées sur l'installation sous pression ont montré que ces pertes étaient plus importantes que prévues. E.D.F., qui pensait pouvoir démarrer Fessenheim-1 dans le courant de juillet, espère, aujourd'hui, remettre en service vers le 5 août le réacteur, arrêté depuis le 3 mai, du fait d'anomalies apparues au niveau de la turbine.

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE FRANCO-BRITANNIQUE CONSACRÉE AUX NOUVELLES HÉBRIDES

La conférence interministérielle franco-britannique consacrée aux condominiums des Nouvelles Hébrides devait s'ouvrir mardi matin 18 juillet au siège du secrétariat d'Etat au DOM-TOM, à Paris, en présence de lord Coroway-Roberts, secrétaire au Foreign Office, représentant la Grande-Bretagne, et de M. Olivier Stirn, représentant la France. Cette conférence a pour objet de fixer les principales étapes du processus d'autodétermination d'archipel (le Monde, daté 17-18 juillet). Les partis politiques néo-hébridais ont été conviés, mais le principal mouvement local a finalement décidé de ne pas se rendre à Paris. Les dirigeants du Vanuatu Pati, qui réclament l'indépendance pour 1977, ont en effet choisi d'attendre les résultats des négociations entre les deux gouvernements tutélaires et les partis « modérés » (Fédération des indépendants et l'Union), se réservant d'accepter ou de repousser les compromis qui pourraient être élaborés. Il convient toutefois de noter que l'un des deux chefs coutumiers participant à la conférence est membre du Vanuatu Pati.

PAS DE LICENCIEMENTS DE MAÎTRES AUXILIAIRES A LA RENTRÉE

annonce le premier ministre

« Sur la rentrée, a précisé M. André Henry au terme de son entretien avec M. Raymond Barre, nous n'avons obtenu aucun engagement chiffré, mais le premier ministre a reconnu qu'il existe un problème de moyens pour les classes de sixième. » Les dirigeants de la FEN ont particulièrement noté la petite phrase prononcée par M. Barre, confirmant la promesse qu'ils avaient reçue du ministre de l'Éducation, le 14 juin (le Monde du 16 juin), « Je n'aurais personnellement », a déclaré le premier ministre, « à ce que les licenciements d'auxiliaires soient votés à la rentrée, et cela en liaison avec l'application de la réforme. » Pour le secrétaire général de la FEN, afin que les enseignements de soutien puissent être assurés et que tous les maîtres auxiliaires soient réemployés, il faudrait créer trois à quatre mille postes. « Ce n'est pas exorbitant », estime M. André Henry.

M. André Henry a rappelé au chef du gouvernement que « les mesures décidées pour l'emploi des jeunes ne sont », ne des palliatifs, du coup par coup, et que la FEN demande l'ouverture d'une négociation sur la formation initiale des jeunes. Enfin, M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, qui participait à la rencontre, a précisé que le premier ministre a accepté de recevoir le SNI, fin août ou début septembre, pour étudier la revalorisation de la fonction d'instituteur.

Le football à Paris

LE PARIS-SAINT-GERMAIN BÉNÉFICIERA DE SEIZE DÉTAXES ESTIMÉES À 2 500 000 F

Au terme de sa réunion du 18 juillet, le Conseil de Paris a accordé quatre détaxes supplémentaires au Paris-Saint-Germain Football Club, portant ainsi à seize le nombre de détaxes dont bénéficiera le club au cours de la saison 1977-1978. Le produit total de ces détaxes fiscales est estimé à 2 500 000 francs. Le Conseil de Paris consent au club une avance de trésorerie représentée par un prêt sans intérêt de 1 500 000 francs à valoir sur le montant des seize détaxes qui lui sont accordées. Un représentant de la Ville de Paris assistera aux réunions du comité de direction du club afin de contrôler l'utilisation de l'avance consentie.

Enfin, le conseil a accordé au Paris-Saint-Germain une subvention de 300 000 francs destinée à compenser un certain manque à gagner de la saison passée.

En Italie, un très grave accident de la route a fait seize morts et trente blessés dans les environs de Trieste (Italie) lundi 18 juillet. Un car a percuté un autre véhicule puis est tombé dans un ravin. — (A.F.P., A.F.)

soldes mardi 19 juillet et les jours suivants

l'été

Place Saint-Augustin, Paris 8^e (ouvert de 10 à 19 heures)

Le

Le retour de M. Truc...
La qualification de l'homme...
Le programme...
de l'Europe...

été seul

Le retour de M. Truc...
La qualification de l'homme...
Le programme...
de l'Europe...

été seul

Le retour de M. Truc...
La qualification de l'homme...
Le programme...
de l'Europe...